

que faire?

REVUE COMMUNISTE

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

(LÉNINE, décembre 1906.)

- Sommaire -

ÉDITORIAL : André FERRAT. — La crise du Front Populaire.

PROBLÈMES ACTUELS : P. LENOIR. — Des pacifistes contre la Révolution.

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE : P. BRIZON. — Les deux jumeaux : la dévaluation et la déflation.

DOCTRINE ET HISTOIRE : P. PASCAL. — Paul Lafargue.

VIE DU PARTI : Les militants du Parti Communiste protestent.

VIE DE "QUE FAIRE?" : Notre organisation. — Notre meeting du 20 octobre. — Sur le front révolutionnaire. — *Que faire?* en Algérie.

REVUE DE LA PRESSE.

POUR NOTRE HEBDOMADAIRE.

2^e année N° 23

Novembre 1936

PRIX

1^{fr.}

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an..... 10 fr. | Six mois..... 5 fr.
Étranger : — 18 fr. | — 10 fr.
Abonnement de soutien..... 20 fr.

MANDAT : LUCOT, C. C. 192.025 PARIS

CORRESPONDANCE :

Que faire ? — 15, rue du Petit-Pont, 15 — PARIS (5^e)

NOS BUTS

1° QUE FAIRE ? fondée et rédigée par des militants communistes, a pour but de défendre les principes du marxisme-léninisme, abandonnés par l'Internationale Communiste, et de travailler, sur cette base, à l'élaboration de la politique communiste qui seule peut mener le prolétariat à la victoire;

2° QUE FAIRE ? se propose, en particulier, d'étudier les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, partie intégrante de la révolution internationale, d'apprécier à la lumière du marxisme la vie politique et sociale de ce pays, d'analyser la crise du mouvement communiste français et mondial;

3° QUE FAIRE ? née de la révolte contre le régime de bâillon imposé au parti communiste, se dresse contre un simulacre de discipline, qui, loin d'assurer l'unité d'action dans la lutte pour la révolution prolétarienne, a pour but d'empêcher les camarades, fidèles au communisme, de défendre la politique marxiste dans le Parti;

4° QUE FAIRE ? appelle tous les communistes, membres ou non du P. C., tous les révolutionnaires prolétariens, à se grouper autour de cette revue, afin de lutter, au sein de leurs organisations, pour la reconstruction du véritable parti communiste, conformément aux principes constitutifs de l'Internationale Communiste, élaborés par Lénine;

5° QUE FAIRE ? demande à tous ses lecteurs de former des groupes d'amis de QUE FAIRE ? de collaborer avec la revue, de l'aider dans la mesure de leurs moyens.

La Revue n'a d'autres ressources que celles provenant des cotisations volontaires de ses partisans. Elle adresse un pressant appel à tous ses amis pour qu'ils participent, d'une manière régulière, à sa souscription permanente.

ÉDITORIAL

LA CRISE DU FRONT POPULAIRE

Il y a cinq mois la classe ouvrière occupait les usines. Sous cette pression énorme le Gouvernement demandait en toute hâte le vote d'une série de lois sociales, car, disait Blum à la Chambre : « A décevoir l'attente et l'espoir des masses populaires, il y aurait un très sérieux danger ». Chambre et Sénat comprenaient admirablement ce langage et votaient à un rythme record, tant il est vrai que pour la bourgeoisie la peur du mouvement révolutionnaire est le commencement de la sagesse.

Mais où sont les conquêtes de juin? Annihilées, tournées, inappliquées... La hausse du coût de la vie depuis juin annule pratiquement l'augmentation des salaires.

Et la dévaluation du franc — sans échelle mobile pour palier ses effets sur la classe ouvrière — suscitera inévitablement une nouvelle augmentation des prix. Les salaires réels seront plus bas que du temps de Laval...

C'est ce que Léon Blum, dans son discours de Lens, appelle accroître le pouvoir d'achat des masses. Ces masses qui, dit-il, veulent (1) l'arbitrage obligatoire, c'est-à-dire une mesure dont le but est d'enlever aux prolétaires la meilleure arme qui leur restait : la grève pour le rajustement des salaires. A cet égard le C. C. N. de la C. G. T. prenait sa lourde part de responsabilités lorsque, suivant l'expression du camarade Sémard, il préparait par ce moyen la « caporalisation » de la classe ouvrière.

En même temps que le patronat sabote cyniquement les lois sociales de juin, les fascistes retrouvent leur assurance et leur insolence. Ils se moquent des mesures bureaucratiques de dissolution et osent mobiliser leurs hommes par dizaines de milliers contre les ouvriers communistes réunis au Meeting du Parc des Princes.

Magnifique prétexte pour le Gouvernement qui se hâte d'interdire à Paris les manifestations du Front Populaire.

Si les dirigeants fascistes qui devaient être arrêtés sont plus libres que jamais, en revanche, les militants révolutionnaires qui, surtout en Indochine, devaient être amnistiés, gémissent encore par milliers dans les bagnes.

Il vaut mieux ne pas parler de la fameuse épuration qui devait faire passer le souffle républicain dans l'appareil de l'Etat.

Si l'on ajoute qu'avec son formidable programme d'armement, son blocus de l'Espagne révolutionnaire, le gouvernement Blum continue rigoureusement et même aggrave la politique extérieure de Laval, on peut alors se demander :

Qu'aurait donc pu faire de plus le Gouvernement du Front Populaire s'il avait tout simplement déclaré son intention de réaliser le programme du Front National?

En faut-il davantage pour comprendre le mécontentement qui commence à gronder dans la classe ouvrière? Et n'est-ce pas se moquer odieusement des travailleurs que d'expliquer ce mécontentement par l'existence d'on ne sait quels « provocateurs »?

Pouvait-on mieux provoquer la colère des ouvriers que par cette application à rebours du programme du Front Populaire ?

Aussi n'est-il pas étonnant que les ouvriers trompés soient à nouveau contraints d'occuper certaines usines, de refaire grève. En même temps s'amplifie de plus en plus le mouvement de solidarité en faveur de la Révolution espagnole, avec ce mot d'ordre formulé par les masses elles-mêmes : « Des camions, des avions pour l'Espagne ! »

Dans ces conditions l'on pourrait croire que la bourgeoisie se trouverait satisfaite du gouvernement qui, dans les grandes lignes, réalise sa volonté et non celle des masses travailleuses. Il n'en est rien. Il ne lui suffit pas en effet que le gouvernement Blum prenne la responsabilité d'appliquer les points essentiels de son programme tels que la dévaluation « sans rien autour », le programme d'armement, ou le blocus de l'Espagne révolutionnaire.

Il ne lui suffit pas de voir cette politique approuvée par le Parti socialiste tout entier, toutes tendances unies.

La bourgeoisie exige du gouvernement Blum qu'il cesse toute hésitation dans l'application de ce programme. Quand la police de Salengro fait évacuer par la force brutale une usine du 15^e arrondissement, la bourgeoisie ne saurait admettre que par la suite le ministre interrogé se retranche derrière ses services.

Toute tergiversation, toute pusillanimité met en cause l'autorité de l'Etat et du patronat et compromet ainsi l'ordre public.

L'exemple donné par Léon Blum dans son discours d'Orléans est sur ce point bien significatif. Pendant la grève des garçons de café, le gouvernement du Front Populaire, en faisant évacuer par sa police les établissements occupés par les grévistes prit position contre la classe ouvrière et pour les patrons, en ce sens il réalisa la tâche de n'importe quel gouvernement de la bourgeoisie.

Mais cette tâche n'était pas accomplie avec l'énergie et la brutalité nécessaires. Ce qui compte pour la bourgeoisie ce n'est pas seulement le résultat immédiat, mais aussi la manière avec laquelle il est obtenu.

Pour son prestige et le prestige de son Etat, il faut interdire les occupations d'usines de façon énergique, systématique et brutale afin de terroriser toute la classe ouvrière.

Ce n'est qu'à ce moment que le bourgeois satisfait pourra enfin s'écrier : « Ah, ça c'est l'ordre ! ça c'est l'autorité ! ça c'est la paix sociale ! »

Si le prolétariat et les petites gens sont mécontents parce que le gouvernement du Front Populaire applique de plus en plus à leur détriment le programme de la grande bourgeoisie, cette dernière est à son tour mécontente parce que ce programme n'est pas réalisé de la manière qui seule peut garantir la « paix sociale », autrement dit : la paix de la bourgeoisie.

Il incombait aux chefs radicaux traditionnels, qui sont les agents directs de la bourgeoisie dans le gouvernement du Front Populaire d'exprimer cette exigence au Congrès de Biarritz. Ils n'y manquèrent pas.

Toute la campagne menée par les dirigeants radicaux contre les occupations d'usines pour le respect de la propriété privée ne reflète pas du tout les préoccupations dominantes de la petite bourgeoisie dont ils se prétendent être les mandataires.

Le petit artisan, le petit boutiquier, le paysan travailleur n'est pas menacé par l'occupation de l'usine Sautter-Harlé. Au contraire, ses intérêts sont étroitement liés à ceux des ouvriers de Sautter-Harlé qui sont ses acheteurs, ses voisins, dont le genre et le niveau de vie sont comparables aux siens.

En revanche, le prestige de la bourgeoisie est menacé directement par une telle occupation d'usine qui pose objectivement des problèmes révolutionnaires, des problèmes du pouvoir de classe tels que le contrôle ouvrier sur la production et l'impuissance de l'appareil bureaucratique d'Etat.

C'est pourquoi, malgré son camouflage, malgré ses références éloquentes à l'union avec les classes moyennes, la campagne radicale contre les actions de masse de la classe ouvrière représente le mécontentement et la pression de la bourgeoisie dans le Front Populaire.

A l'autre pôle du Front Populaire, il est revenu au Parti communiste le rôle d'exprimer le mécontentement et la pression du prolétariat.

Certains s'en étonnent et croient même y voir une manœuvre de la part du Parti communiste. Comment, disent-ils, le Parti communiste n'est pas un parti révolutionnaire, ce n'est pas sincèrement que ses dirigeants se font l'écho du mécontentement ouvrier. Quel piège satanique cache encore cette attitude en contradiction avec toutes ses déclarations de patriotisme, de paix sociale et de freinage du mouvement ouvrier ?

De même que malgré ses déclarations « classes moyennes », le Parti radical exprime en réalité les aspirations de la bourgeoisie, de même, malgré sa propagande nationaliste-réformiste, le Parti communiste est obligé souvent d'exprimer quoique de façon atténuée et inconséquente, les aspirations du prolétariat.

C'est pourquoi la bataille classe contre classe sur les deux questions essentielles du moment : l'occupation des usines et l'attitude à tenir envers l'Espagne révolutionnaire, bataille qui oppose en définitive bourgeoisie et prolétariat, s'est déroulée de façon indirecte, inconséquente et extrêmement atténuée par l'intermédiaire de deux champions : le parti radical portant les couleurs de la bourgeoisie et le Parti communiste arborant celles du prolétariat.

La crise réelle du Front Populaire, dont la cause profonde est l'antagonisme irréductible entre bourgeoisie et prolétariat se traduit sur l'arène politique par un duel à fleuret moucheté entre deux antagonistes peu reluisants. L'un d'eux, le Parti radical parlera haut et fort, encouragé qu'il est par toute la grande bourgeoisie qui hier encore le traitait « d'assassin du Conseiller Prince » ; et dont il s'efforce de regagner l'estime ; l'autre, le Parti communiste, avant de se déclarer d'accord avec son adversaire, fera quelques moutinets timides, parce que derrière lui les prolétaires serrent encore le poing, bien qu'il leur ait vivement recommandé de n'en rien faire et d'aller la main tendue.

Avant même que la séance commençât, l'un des antagonistes avait signé sa capitulation. Dès le mois de mai le Parti communiste avait déclaré pratiquer à l'égard du gouvernement du Front Populaire une politique de soutien sans éclipse pour lui permettre la réalisation de son programme. En fait il pratiqua une politique de soutien sans éclipse, qui permit au gouvernement du Front Populaire de réaliser le programme de Laval.

Chaque fois que le gouvernement du Front Populaire allait déchirer son propre programme pour réaliser celui de la grande bourgeoisie, il le faisait avec d'autant plus de désinvolture qu'il était assuré d'avance d'avoir les voix du Parti communiste.

Pourquoi Salengro aurait-il hésité plus longtemps avant de s'engager devant le Sénat à interdire les occupations d'usine puisque, après quelque tirage, les communistes devaient approuver le gouvernement qui se solidarise avec son ministre de l'Intérieur ?

Pourquoi hésiter plus longtemps à appliquer le blocus à l'Espagne révolutionnaire, puisque le 31 juillet le P. C. votait la confiance à Delbos, lequel s'engageait solennellement à ne pas envoyer d'armes ni de munitions au gouvernement de Madrid ?

Pourquoi hésiter à faire la dévaluation, puisque le champion de la défense du franc devait logiquement, engagé jusqu'au cou dans sa politique de soutien, voter l'opération qu'il qualifiait lui-même de vol et d'escroquerie. Pourquoi résister au Sénat sur la question de l'échelle mobile des salaires puisque le Parti communiste devait lui-même, par l'amendement Campinchi-Duclos, enterrer cette mesure favorable au prolétariat.

Pourquoi se gêner d'interdire les rassemblements du Front Populaire à Paris et les réunions communistes en Alsace puisque l'on peut compter sur le « soutien sans éclipse » du P. C. ?

« Ce sont des trucs, des moyens de duper la bourgeoisie, une tactique extrêmement habile, mais nous n'avons pas changé notre but fondamental », disaient souvent pour se rassurer les militants du P. C.

En vérité, cette tactique prétendument si habile s'est rapidement révélée ce qu'elle était : un calcul misérable et faux. En effet, aucune des déclarations faites par le P. C. n'est perdue. A chaque fois la bourgeoisie radicale le prend au mot et le met au pied du mur suivant en cela le conseil que lui donne le Temps : « Ce qui importe plus que des déclarations, des couplets, des révérences, ce sont des actes. »

Blum lui-même ne tarde pas à dire sous une politesse qui sent l'ultimatum : « Amis communistes, accordez vos actes et vos paroles ». Les ultimatums se font de plus en plus impérieux : ordre ! autorité ! paix sociale ! gronde le parti radical. En régime capitaliste l'ordre c'est l'ordre bourgeois, l'autorité c'est l'autorité de la bourgeoisie sur le prolétariat, la paix sociale c'est que la digestion des repus ne soit pas troublée par les cris des affamés. Chacun le sait. Et il ne peut en être autrement. Qu'à cela ne tienne, répond la direction communiste des métaux ; d'accord, messieurs les radicaux, d'accord pour l'ordre, l'autorité, la paix sociale.

On ne saurait mieux faciliter la tâche de la bourgeoisie au Congrès de Biarritz qui, dans ces conditions, « marquera, dit le Temps, sa volonté d'obtenir du gouvernement actuel, notamment en ce qui concerne le retour à l'ordre républicain, certaines garanties effectives qui lui ont été jusqu'ici refusées ». Brillante politique pour un parti ouvrier que celle qui consiste en définitive à donner à la bourgeoisie des verges pour fouetter la classe ouvrière !

A Orléans, tout le passage du discours de Blum, qui s'adresse au Parti communiste peut, au fond, se résumer ainsi : « Assez de conflits du travail et d'occupations d'usines, si le P. C. ne prend pas lui-même l'initiative de les étouffer, ce sera la rupture par sa faute, et par sa faute le gouvernement sera acculé à la répression. »

C'est ainsi que dans sa scandaleuse lettre au Congrès radical, le P. C. est poussé à dire : « Nous demanderons aux ouvriers de ne pas occuper les usines et d'éviter la grève dans la mesure du possible, malgré que les patrons ne respectent pas les lois sociales ni les conventions collectives ! »

Plus le P. C. fera de platitudes écoeurantes et plus la bourgeoisie et le gouvernement exigeront de lui qu'il traduise en actes ses paroles de reniement. Tant il est vrai que chaque politique a sa propre logique.

La crise du Front Populaire — conçu comme un bloc entre la bourgeoisie radicale et le prolétariat — était inévitable, mais, une politique d'action de masse des organisations ouvrières aurait permis d'aborder cette crise dans les meilleures conditions.

Au contraire, la politique consistant à éviter à tout prix cette crise inévitable ne pouvait amener qu'une chose : que la crise du Front Populaire se fasse sur l'initiative de la bourgeoisie imposant ses exigences, ses « garanties effectives », donc dans les meilleures conditions pour elle — imposant en un mot que dans le bloc : Front Populaire, le prolétariat soit le cheval et la bourgeoisie radicale le cavalier de plus en plus insolent.

C'est ce qui s'est passé, c'est ce qu'a traduit le Congrès de Biarritz, exigeant que le P. S. et P. C. passent sous les fourches caudines de ses conditions réactionnaires. A ce résultat, comme aux résultats contraires aux intérêts prolétariens obtenus par le gouvernement Blum, on peut juger la valeur de la politique du P. C. et du P. S.

Mais une politique d'action de masse aurait renversé le gouvernement,

disent ceux qui ne peuvent raisonner que sur le plan parlementaire. Comme si l'essentiel était de savoir qui occupe les fauteuils ministériels et non pas les revendications que la classe ouvrière arrache et les positions politiques réelles qu'elle conquiert.

La question du Gouvernement n'est en définitive que la résultante de la lutte de classe et non pas le produit d'habiletés parlementaires.

Or, lorsque viendra le moment inéluctable où la classe ouvrière sera obligée de se battre, quoi que fasse alors le Parti communiste, sa politique : « Tout par le Front Populaire, tout pour le Front Populaire », n'aura fait que rendre la bataille plus difficile parce qu'elle aura contribué à renforcer l'ordre bourgeois et aura démoralisé certaines couches ouvrières par le mensonge de la paix sociale.

Déjà, loin d'empêcher la crise du Front Populaire, cette politique lui a permis de se produire dans les pires conditions pour le prolétariat parce que dans la pratique elle s'est traduite ainsi :

Tout par le Front Populaire ; y compris la réalisation de la politique de Laval.

Tout pour le Front Populaire ; y compris le sacrifice des intérêts du prolétariat.

La crise du Front Populaire serait résolue par sa solution bourgeoise, si, en définitive, tout se bornait à cela : « Le Gouvernement du Front Populaire capitule devant la bourgeoisie et réalise le programme réactionnaire de celle-ci, cependant que de son côté le P. C. capitule devant le Gouvernement au nom du programme du Front Populaire. »

Mais penser cela serait oublier, derrière les marionnettes de la scène parlementaire, un des acteurs principaux de l'action réelle : le prolétariat qu'il ne faut pas confondre avec les organisations qui se réclament de lui. Il est loin d'avoir dit son dernier mot.

En juin, au grand scandale des partis qui lui avaient confectionné sur mesure un « bon ministère de Front Populaire » qui devait lui économiser tout effort pénible et toute grève, il boucula sans façon les marionnettes de la scène politique sur laquelle il posa vigoureusement les pieds.

La puissante grève de juin n'a pas épuisé ses forces. Elle peut lui avoir servi, au contraire, d'exercice et de répétition salutaire.

Malgré la politique de conciliation et de capitulation qui une fois de plus a fait faillite, une nouvelle bataille prolétarienne est inévitable. Le rôle des révolutionnaires prolétariens c'est de rendre les masses conscientes de cette inévitabilité, et c'est de rendre la bataille plus facile pour le prolétariat. Leur rôle, c'est de faire apparaître aux masses les véritables forces motrices de la bataille derrière les apparences parlementaires et la phraséologie embrouillée de ses organisations officielles, c'est de rendre les masses conscientes du but et des objectifs politiques de la lutte à laquelle elles doivent se préparer. Le but, c'est la révolution prolétarienne, les objectifs politiques à atteindre doivent jalonner la voie de la révolution prolétarienne. La tactique que doivent conseiller les révolutionnaires prolétariens, c'est celle qui vise à la rupture avec la politique de la bourgeoisie et de ses agents dans le Front Populaire. C'est actuellement avant tout la rupture avec la politique d'étranglement de la révolution espagnole et avec la politique qui empêche les grèves et les occupations d'usines.

Le rôle des révolutionnaires prolétariens c'est de régler cette tactique de telle façon qu'à chaque phase de la lutte le prolétariat mette en jeu le maximum de puissance dont il dispose pour arracher les revendications partielles, économiques et politiques les plus élevées possibles.

Avec la crise du Front Populaire, apparaissent les contours d'une prochaine grande lutte prolétarienne. Il faut s'y préparer.

ANDRÉ FERRAT.

DES PACIFISTES CONTRE LA REVOLUTION

Le 19 juillet, au moment où la guerre civile commençait en Espagne, les pacifistes intégraux français ont tenu, sous les auspices de la *Ligue Internationale des Combattants de la Paix*, un meeting au Bois de Vincennes. Après de nombreux discours, entre autres ceux de Marceau Pivert, Hélène Modiano (Gauche révolutionnaire), de Fred Zeller (trotskiste, que faisait-il là ?), un ordre du jour a été voté contre la guerre, contre toutes les guerres. On y rappelle la formule de Bertrand Russell : « Pas un seul des maux que l'on voudrait éviter par la guerre n'est un mal aussi grand que la guerre elle-même » ; on y exige le désarmement unilatéral de la France, la réduction à un an du service militaire et la diminution des crédits de guerre.

LES PACIFISTES ET LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Cet ordre du jour impliquait une tactique bien déterminée envers les événements d'Espagne. Il fallait condamner l'attitude des ouvriers espagnols qui ont accepté la guerre pour s'opposer au fascisme. Contrairement à la formule de Russell, les ouvriers espagnols ont considéré le fascisme comme un mal plus grand que la guerre.

Certains pacifistes intégraux ont pris ce chemin. « Le Barrage », hebdomadaire de la *Ligue internationale des combattants de la paix*, cite dans son numéro du 20 août des lettres désapprouvant toute distinction entre la guerre civile et la guerre étrangère et affirmant que les pacifistes intégraux « doivent se refuser absolument toujours, à l'une comme à l'autre, car dans l'une comme dans l'autre ce sont de pauvres diables irresponsables qui s'entre-massacrent ».

La Patrie Humaine, autre hebdomadaire du pacifisme intégral, publie dans son numéro du 28 août une lettre de Félix Baudry sous le titre : « Même contre la guerre civile ». Baudry, au nom du pacifisme intégral, dénonce ceux des pacifistes qui admettent « cette chose odieuse : des membres de la même famille s'entre-tuent parce qu'ils sont d'idées opposées. »

On ne peut contester la logique de cette position. Quand on considère la guerre comme le mal absolu, quand on proclame « plutôt la servitude que la guerre », on aboutit à prêcher aux ouvriers espagnols la soumission au fascisme.

Pour l'honneur des pacifistes intégraux français, il faut dire que leur majorité n'a pas suivi Baudry. Sous l'influence des ouvriers espagnols préférant « mourir debout que vivre à genoux », les pacifistes intégraux, oubliant leurs sermons d'hier, se sont placés du côté des révolutionnaires espagnols.

Dans *La Patrie Humaine* du 14 août, son rédacteur en chef, le camarade Tourly, publie un article sous le titre : « La neutralité criminelle ». Il se prononce énergiquement pour l'aide active et efficace à la république espagnole. Quatorze jours plus tard, tout en déplorant la violence, il en justifie l'emploi

par le peuple espagnol et dénonce de nouveau la politique de neutralité du Gouvernement.

Dans le *Libertaire*, organe anarchiste, du 7 août, l'éditorial porte le titre : « Neutralité de trahison ». On y fait appel à la pression directe des masses pour obliger le gouvernement du Front populaire d'agir en faveur de la révolution espagnole. On constate que jusqu'ici cette pression a manqué. Cette attitude est conforme à celle des anarchistes espagnols dont le délégué, au meeting du 4 août, le camarade Roca, demande le déclenchement en France d'un vaste mouvement d'agitation de l'opinion et de la conscience publique pour obtenir du gouvernement une aide efficace en faveur du peuple espagnol en lutte contre le fascisme, aide qu'il espère proche.

La *Révolution prolétarienne* du 10 août proclame : « A bas la neutralité ; cette monstrueuse trahison ! vive la solidarité prolétarienne, ce qui provoque d'ailleurs des protestations de Martinet et Hagnauer (N° du 25 août). »

Même *Le Barrage* subit le courant. Dans le numéro du 6 août, René Gérin, tout en se prononçant contre toutes les guerres, y compris les guerres civiles, déclare que s'il était espagnol, il se serait sans doute engagé dans les troupes d'Anzola pour la durée de la guerre civile. Les camarades de la Gauche révolutionnaire qui encore le 19 juillet se prononçaient contre toutes les guerres, se prononcent pour la guerre civile espagnole et sont adversaires, jusqu'au 20 août, de la politique de non-intervention du gouvernement. (Voir *Que Faire ?* n° 22, page 4.) Seulement, au Congrès des Instituteurs, la minorité des « pacifistes intégraux », réduite par rapport au passé, a maintenu sa thèse dogmatique en se refusant à tenir compte de l'expérience espagnole.

Tout en adoptant une position juste en faveur de la révolution espagnole, tout en refusant les critiques de tolstoïens et autres non-violents les accusant d'abandonner le pacifisme orthodoxe, les pacifistes qui s'appellent révolutionnaires, essaient, par des explications embarrassées, de concilier leur attitude actuelle avec leurs théories d'hier.

LA GUERRE CIVILE ET LA GUERRE

L'argument essentiel qu'ils invoquent, c'est la distinction entre la guerre civile et la guerre étrangère. Ils sont prêts à participer à la guerre civile, mais jamais à la guerre de patries. Cette thèse n'est que la contre-partie de la thèse nationaliste bourgeoise condamnant toute guerre civile, mais reconnaissant la guerre entre les peuples.

En réalité, les éléments de la guerre civile et de la guerre étrangère sont très souvent étroitement mêlés. La guerre espagnole actuelle n'est pas une guerre civile à l'état « pur ». Personne dans le camp ouvrier ne doute de l'aide apportée par les fascistes étrangers à Franco. Faut-il donc renoncer à combattre les pilotes, italiens et allemands, les Marocains et les légionnaires étrangers enrôlés dans les troupes de Franco ? Parce qu'ils n'appartiennent pas à la même race, à la même nation que les Espagnols ? Il suffit de poser cette simple question pour se convaincre que la distinction établie par le pacifisme aboutit à un non-sens.

Selon les apparences, les pacifistes qui s'opposent à la transformation de la guerre civile en guerre extérieure, semblent fidèles à la pensée de Lénine. Selon les apparences seulement, car Lénine, adversaire résolu du pacifisme, parle de la guerre impérialiste et non de la guerre extérieure, ce qui n'est pas la même chose. Un peuple, qui lutte pour se libérer de l'oppression nationale, mène une guerre extérieure, mais non une guerre impérialiste. Par contre, la guerre menée par la contre-révolution nationale — Denikine hier, Franco aujourd'hui — en accord avec les impérialistes étrangers, est une guerre bourgeoise impérialiste, quoique non extérieure.

LES PACIFISTES CAPITULENT DEVANT BLUM

La révolution espagnole, après la guerre italo-éthiopienne, a montré que dans certaines circonstances, la bourgeoisie peut adopter une attitude pseudo-pacifiste, même défaitiste, quand cela correspond à ses intérêts. C'est le cas dans la guerre civile espagnole. Les sympathies de classe de la bourgeoisie française la pousse vers Franco, mais aussi bien ses intérêts impérialistes que la force du prolétariat en France ne lui permettent pas d'aider Franco. Il ne lui reste que la politique de neutralité absolue, qui équivaut au blocus de l'Espagne républicaine.

Pour amortir la résistance prolétarienne contre la neutralité, il faut utiliser son hostilité à la guerre. En suivant la voie de Laval, Blum justifie par les mêmes arguments — il faut sauver la paix — le refus de soutenir l'Espagne révolutionnaire. C'est, paraît-il, pour sauver la paix que la presse réactionnaire et fasciste mène, depuis fin juillet, une campagne acharnée contre toute expédition de matériel de guerre à destination d'Espagne. C'est, paraît-il, au nom de la paix que le président Lebrun, ami de Poincaré, et que Yvon Delbos, élève de Poincaré et de Tardieu (voir l'article de Marceau Pivert dans *Le Populaire* du 3 juillet) ont menacé de démissionner, si la neutralité n'était pas maintenue (selon le *Barrage* du 1^{er} octobre).

Les pacifistes intégraux donnent dans le panneau. Ils oublient leurs déclarations d'hier contre la neutralité. Les appels poignants venant d'Espagne — depuis les anarchistes jusqu'aux républicains modérés — contre la neutralité demandant au gouvernement Blum la levée immédiate du blocus, les laissent froids et impassibles. Ils ont une autre tâche à remplir : sauver la paix. Périssent la révolution espagnole, périssent la révolution internationale, la paix est au-dessus de tout.

L'argument principal employé par Blum pour entraîner les pacifistes à la remorque de sa politique, argument qui lui a valu les félicitations de Marceau Pivert, de Félicien Challaye et autres, était le suivant : « Pour assurer la stricte observation du droit international (envers l'Espagne), quel autre moyen auriez-vous vu que la force ?... Or, je ne crois pas, je n'admettrai jamais que la guerre soit inévitable et fatale... La guerre est possible quand on l'admet comme possible ; fatale quand on la proclame fatale. » (Discours prononcé à Luna-Park le 6 septembre.)

Quand Marceau Pivert écrit, d'accord avec les anarchistes français et les pacifistes revenus à la politique de neutralité, que seule l'action directe du prolétariat international fournira des armes au prolétariat espagnol... (*Le Populaire* du 21 septembre), il embrouille le problème. Si l'autorisation accordée par le gouvernement Blum au gouvernement espagnol d'acheter des armes en France avait déclenché la guerre, Hitler supporterait-il l'envoi des armes par « l'action directe » ? Ou bien cette « action directe » est sérieuse, et alors elle mène aussi inévitablement à la guerre que la levée du blocus ; ou bien il ne s'agit que de gestes symboliques, sans importance, et alors il faut dire franchement qu'on abandonne à leur sort nos camarades espagnols, au nom du sauvetage de la paix.

A quoi aboutit le raisonnement de Blum ? Il considère de son devoir, de son droit de permettre au gouvernement espagnol de se procurer des armes ; pourtant il le lui interdit pour ne pas mécontenter Hitler. Il est piquant de trouver cette explication chez les gens qui par ailleurs, comme Félicien Challaye, s'efforcent de prouver le pacifisme de Hitler.

Ainsi toute la politique du prolétariat est subordonnée aux volontés de Hitler. Aujourd'hui Hitler interdit l'envoi des armes en Espagne ; demain il interdira des collectes pour l'Espagne ; il menace d'intervenir en France si elle se donnait un gouvernement révolutionnaire, etc. Et chaque fois il faudra céder devant la menace réelle ou supposée de Hitler, il faudra se plier aux volontés du fascisme étranger. Et non seulement du fascisme

étranger. Car la guerre civile n'est pas moins horrible que la guerre extérieure. Pour éviter la guerre civile, il faudra céder aux menaces du fascisme français, se plier à ses volontés, laisser grignoter l'une après l'autre toutes les positions conquises. C'est au fond le sens de la formule : « Plutôt la servitude que la guerre ». Car si l'ennemi de classe — extérieur ou intérieur — sait que dans aucun cas le prolétariat n'aura recours à la guerre, le champ est ouvert à toutes les aventures, à tous les esclavages.

Léon Blum, tout en proclamant son amour de la paix, limite « cet amour » au soutien de la révolution espagnole. Quand il s'agit des intérêts de l'impérialisme français, il tient un autre langage. Dans son discours à Genève, le 5 juillet, il proclame sa volonté de défendre par tous les moyens « nos frontières et celles que garantissent nos engagements ». Il accepte l'éventualité de la guerre « pour sauver la paix ». Quand il s'agit de défendre un pouce du territoire yougoslave ou roumain, Blum admet la possibilité de la guerre ; pour défendre les intérêts impérialistes de la France il oublie tous ses discours sur le désarmement et met en vigueur « un programme d'armement le plus conséquent qui ait été élaboré depuis 1914 » (*Le Temps* du 16 septembre). Mais quand il s'agit d'autoriser l'achat des armes pour sauver tout un peuple, Blum s'en lave les mains. Et il se trouve des révolutionnaires qui, aveuglés par les sophismes pacifistes, se laissent entraîner par cette mise en scène !

Le dilemme : la servitude ou la guerre, est un dilemme faux. En se soumettant au fascisme extérieur et intérieur, le prolétariat, loin d'éviter la guerre, ne fait que la rendre inévitable. Car du moment où la servitude est établie, comme c'est le cas en Allemagne et en Italie, les impérialistes peuvent impunément poursuivre leur politique de conquêtes, qui mène inévitablement à la guerre. C'est en interdisant au fascisme d'étendre sa malveillance sur le monde, que le combat révolutionnaire est de nature à empêcher la guerre mondiale », écrit justement le pacifiste intégral Moulin, *Retour d'Espagne (La Patrie Humaine* du 11 septembre). Depuis il a succombé, comme ses amis, à la pression amollissante du pacifisme de capitulation.

LA GUERRE EST POSSIBLE

Le second argument de Blum que la guerre est possible quand on l'admet comme possible, est digne d'un sorcier africain. Pour le sorcier, les malheurs sont dus non pas aux causes naturelles, mais aux mauvais esprits ; Blum n'attribue pas la guerre aux causes réelles résidant dans les rapports sociaux, mais aux pensées maléfiques, aux idées nuisibles. On se demande pourquoi il maintient l'armée, car ainsi, d'après sa propre théorie, il rend la guerre possible.

Blum comprend que pour assurer l'observation stricte du droit international, il n'y a pas d'autres moyens que la force. Chaque révolutionnaire sérieux doit comprendre de même que pour imposer la politique révolutionnaire, il faut être prêt à aller jusqu'au bout, autrement il vaut mieux ne pas commencer. Ce n'est que si l'ennemi sait qu'on est prêt aux plus grands sacrifices pour vaincre, pour éviter la servitude et que nos forces sont supérieures aux siennes, que la conflagration militaire pourrait être évitée ou se faire avec le minimum de victimes. C'est une vérité qui s'applique aussi bien à la politique intérieure qu'à la politique extérieure, c'est la loi suprême de la politique révolutionnaire.

On ne fait pas de révolutions avec des ménagements, mais avec la rigueur farouche... Ceux qui font des révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau. (Saint-Just.)

Les pacifistes révolutionnaires travaillent, disent-ils, à l'avènement du pouvoir prolétarien. Quelle devrait être la politique d'un gouvernement ouvrier français envers la guerre civile espagnole ? S'il suivait les pacifistes et adoptait leur symbole de foi : jamais la guerre, le désarmement unilatéral,

alors il ne pourrait apporter aucune aide aux camarades espagnols, et Hitler pourrait envoyer non seulement des avions et des canons, mais encore des troupes en Espagne. Après avoir écrasé la révolution espagnole, les Franco et les Hitler n'auraient aucune difficulté à écraser la révolution française désarmée et impuissante. Le pacifisme est mortel pour le prolétariat engagé dans la révolution. Les ouvriers espagnols seraient depuis longtemps battus s'ils n'avaient pas éliminé de leur politique toutes les considérations pacifistes.

Si le prolétariat était au pouvoir en France, il devrait aider ses frères espagnols, envisager même une aide armée — répondent certains pacifistes révolutionnaires. Très bien, mais alors il faut mettre au panier votre mot d'ordre : « Contre toutes les guerres » et jeter au feu votre talisman magique : le désarmement unilatéral. Car si l'on est désarmé, on ne possède ni canons, ni avions pour les envoyer en Espagne; si l'on reconnaît la possibilité d'une aide armée des prolétaires, cela signifie qu'on justifie une certaine forme de guerre, la guerre révolutionnaire, celle qui se déroule actuellement en Espagne.

CONTRE LA NEUTRALITÉ

Cela entraîne encore d'autres conclusions, pour le présent. Si l'on a admis le droit et le devoir du prolétariat au pouvoir d'aider la révolution espagnole, cela signifie qu'on ne pourrait combattre le Front Populaire, s'il était prêt à accorder aujourd'hui cette aide. La classe ouvrière ne peut avoir confiance dans les généraux bourgeois, dans les Franco français, dans l'Etat impérialiste actuel pour aider la révolution espagnole; il faut donc mener la lutte contre le militarisme bourgeois, contre l'Etat bourgeois, non pas sous le drapeau du désarmement et de la paix à tout prix, mais au nom du soutien efficace de la révolution espagnole, tâche que ne remplit pas le parti communiste tombé dans le réformisme. D'ailleurs la bourgeoisie française ne pense pas du tout mener une politique antifasciste, toutes ses sympathies vont à Mussolini et à Franco, elle est prête à s'entendre avec Hitler contre la révolution prolétarienne. Dans une situation pareille, dénoncer ceux qui veulent aider la révolution espagnole comme fauteurs de guerre impérialiste, proclamer son hostilité à la guerre de défense de la révolution, à la guerre contre le fascisme, cela signifie faire le jeu de la bourgeoisie.

Si l'on veut vraiment aider la révolution espagnole, il ne suffit pas de voter des ordres du jour de solidarité, de proclamer comme Blum, que le cœur est avec les miliciens agonisants, mais il faut exercer la pression sur le gouvernement pour qu'il lève immédiatement l'embargo sur les armes à destination d'Espagne. Il faut le faire tout en ayant en vue que cette mesure peut entraîner, le cas échéant, par la faute des fascistes, des complications guerrières, risque d'ailleurs minime par rapport à celui que présenterait pour la paix la victoire de Franco.

C'est donc sous l'angle des intérêts de la révolution et du prolétariat qu'il faut choisir entre deux politiques : politique de concessions, de capitulation devant les fascismes, politique tendant à établir à tout prix la collaboration avec eux ou politique de lutte contre le fascisme. Nous sommes ici en présence de l'opposition fondamentale entre la politique révolutionnaire de lutte de classes et la politique opportuniste, réformiste de collaboration de classes.

La lutte qui se déroule aujourd'hui dans le monde, ce n'est pas la lutte entre le camp de la paix et le camp de la guerre. Ce qui domine la situation, c'est la lutte entre le prolétariat pour qui la défense des libertés démocratiques est indissolublement liée à la lutte pour le socialisme international, et la bourgeoisie réactionnaire qui se range de plus en plus sous le drapeau fasciste. La classe ouvrière doit choisir, non pas entre l'amour de la paix et la révolution, comme l'insinue Blum, mais entre la lutte contre le fascisme

intérieur et extérieur et la capitulation devant la bourgeoisie, à l'instar de la social-démocratie allemande et du gouvernement Blum, politique qui fait le lit de la dictature fasciste. L'aide à la révolution espagnole, l'attitude envers la politique de neutralité du gouvernement, c'est le critère qui doit permettre de distinguer entre ceux qui sont prêts à lutter pour le socialisme, et ceux, qui capitulent devant les fascistes et font le jeu des fomenteurs des guerres impérialistes.

LA GUERRE CONTRE LE FASCISME

Vous envisagez donc l'éventualité d'une guerre révolutionnaire, répliquent les pacifistes, mais ne savez-vous pas que la guerre c'est le fascisme, car la guerre conduit inmanquablement les travailleurs à l'union sacrée, à la dictature militaire, donc au triomphe du fascisme. Ce sophisme pacifiste répandu à profusion est des plus pernicieux. Jusqu'à présent l'expérience historique ne connaît pas de régime fasciste qui soit né pendant la guerre. C'est dans la période de la paix qu'ont surgi aussi bien le fascisme italien que le fascisme allemand. Il n'y a aucune comparaison entre le régime de dictature militaire en 1914-1918, où les organisations ouvrières continuaient à exister, quoique bâillonnées, et le régime fasciste, où toutes les libertés démocratiques, où toutes les organisations ouvrières sont supprimées.

La politique d'union sacrée n'est pas du tout un résultat fatal de la déclaration de la guerre. La guerre, comme la production moderne en général, exige la coordination des efforts, exige que l'autorité technique des dirigeants soit respectée, exige une discipline dans l'accomplissement des tâches, mais n'implique ni la dictature militaire, ni le fascisme. Il suffit de regarder ce qui se passe en Espagne, ce qui s'est passé en France lors de la dictature jacobine, en Russie lors de la guerre civile pour voir que la guerre révolutionnaire, non seulement, est possible avec le développement le plus large de la démocratie pour les masses du peuple, mais que la dictature des militaires signifierait la mort des guerres de ce genre. Les généraux réactionnaires et les fascistes veulent toujours établir leur dictature; si la classe ouvrière se laisse faire, elle sera jugulée aussi bien pendant la guerre que pendant la paix. Et si elle ne se laisse pas faire, si elle continue, pendant la guerre, sa lutte de classe et réussit à empêcher la victoire du fascisme, elle sauvegardera ses libertés démocratiques et pourra utiliser la crise provoquée par la guerre pour les buts révolutionnaires. C'est la question du rapport des forces et d'une politique juste.

Les pacifistes qui considèrent comme le comble du révolutionnarisme de proclamer que la guerre c'est le fascisme, ne font en réalité que désarmer à l'avance le prolétariat. Car si malgré tous nos efforts la guerre éclatait, leur propagande n'aurait d'autre effet que de faire renoncer les ouvriers à la défense de leurs libertés démocratiques, car, paraît-il, la guerre entraîne fatalement le fascisme. Non, la lutte de classe continue pendant la guerre comme pendant la paix. Les anarchistes espagnols qui demandent aujourd'hui « la mobilisation générale, l'observance de la discipline dans les milices, la reconnaissance de l'autorité des compétences », etc. (Le Barrage du 1^{er} octobre) ont compris que la technique de la guerre, c'est une chose; son caractère, son contenu politique, ses buts, c'est une chose complètement différente.

LA CRISE DU PACIFISME

Nous assistons actuellement à une crise grave du pacifisme. D'un côté, sous l'influence du danger hitlérien, les ex-pacifistes petits-bourgeois, comme Albert Einstein, Romain Rolland, Pierre Seize, abandonnent le pacifisme intégral et rejoignent les partisans de la « sécurité collective ». Résultat : 50.000 pacifistes de moins à Paris. « La Patrie Humaine » et « Le

Barrage ont, depuis lors les plus grandes difficultés à subsister (« La Patrie Humaine » du 28 août). De l'autre côté, les ouvriers révolutionnaires, fidèles à l'internationalisme prolétarien et prêts à tous les sacrifices pour la révolution, abandonnent l'idéologie pacifiste pour rallier le camp de la révolution, à l'instar de leurs frères espagnols.

Les pacifistes intégraux dénoncent avec véhémence ceux des leurs qui se rallient à la politique de l'union nationale du Parti communiste. Les ouvriers révolutionnaires combattent avec énergie la politique nationaliste du P. C. qui mène à l'union sacrée. Mais cette critique ne doit pas être confondue avec celle des pacifistes intégraux. Car ces prétendus adversaires de l'union sacrée font, en réalité, front commun avec le gouvernement Blum et la bourgeoisie française contre la révolution espagnole. Le nom importe peu, l'union sacrée au nom de la paix n'est pas moins nuisible que l'union sacrée au nom de la sécurité de la France. Les ouvriers ne doivent pas se laisser influencer ni par l'une ni par l'autre; entre ces deux politiques bourgeoises ils doivent choisir en se basant exclusivement sur leurs intérêts de classe, sur les intérêts de la révolution. Aujourd'hui, quand le parti communiste, malgré sa propagande nationaliste, se prononce contre le blocus de l'Espagne, quand le gouvernement soviétique, tout en poursuivant une politique nationaliste, prend l'initiative de dénoncer le blocus, les ouvriers révolutionnaires doivent soutenir, tout en critiquant leurs inconséquences et contradictions, les partis communistes et le gouvernement soviétique contre le front unique de la réaction bourgeoise et des pacifistes.

POUR L'UNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE

Ce qui doit unir les ouvriers, ce ne sont pas les sentiments humanitaires, l'horreur de la guerre, l'amour de la paix. La question qui se pose, c'est comment mettre fin aux guerres. Tous ceux qui sont prêts à lutter par tous les moyens appropriés contre le fascisme, d'accord avec les travailleurs des autres pays, ont leur place dans le front commun. L'exemple de l'Espagne où les ouvriers anarchistes, communistes, socialistes, ouvriers marxistes révolutionnaires (P.O.U.M.) luttent en commun contre le fascisme, doit servir d'exemple aux ouvriers français. Mais il s'agit de s'unir pour des buts déterminés : la lutte contre le fascisme national et international. Cette unité était en train de se réaliser au début du mois d'août, contre le blocus de l'Espagne révolutionnaire.

La grève d'une heure des métallurgistes parisiens du 7 septembre montre le chemin à suivre.

La situation est claire. D'un côté la bourgeoisie française, et sous sa pression le gouvernement Blum, empêchent les ouvriers espagnols de se procurer des armes, tout en tolérant l'envoi d'armes par les fascistes étrangers à Franco.

Les organisations ouvrières de masse ou bien soutiennent cette politique criminelle (le Parti socialiste), ou bien la combattent en parole, mais pour maintenir leur collaboration avec la bourgeoisie, capitulent chaque fois qu'il s'agit de passer aux actes (le P. C. et la C. G. T.)

Dans ces conditions, le devoir des révolutionnaires prolétariens est de rejeter toute solidarité avec le gouvernement de capitulation devant le fascisme et d'appeler les ouvriers à la lutte contre la politique du blocus.

Telle ne paraît pas être l'opinion des camarades de la Gauche révolutionnaire et de l'Union anarchiste qui, dans leurs réunions, dans leur presse, tout comme les pacifistes intégraux, ne s'attaquent pas à la politique de neutralité et laissent planer l'équivoque sur ce problème fondamental. Or, toute équivoque dans ce domaine ne peut apparaître aux yeux des ouvriers que comme la complicité avec la politique du gouvernement. C'est pour éclairer cette question que nous avons adressé une lettre (voir plus bas dans la vie de *Que Faire?*) à nos camarades de l'U. A. et de la G. R.

Cette équivoque est d'autant plus nuisible que ces camarades se réclament du P.O.U.M. et de la C.N.T. dont la position envers la politique de neutralité de Blum, politique approuvée par la Gauche révolutionnaire et les pacifistes intégraux, est bien connue.

Cette position commune à toutes les organisations ouvrières d'Espagne est exposée comme suit par *La Solidaridad Obrera* anarchiste du 15 septembre :

Traître sera celui qui, en ces moments d'angoisse prolétarienne, continue à persister, du haut de son siège gouvernemental, à maintenir une neutralité qui signifie complicité dans le crime.

Traîtres seront aussi les masses qui permettent que leurs leaders se retranchent dans cette neutralité.

L'internationalisme des travailleurs n'est pas un mythe purement théorique, ou bien c'est maintenant qu'il faut en faire la preuve.

Nous disons cela, nous des hommes qui, devant des circonstances pareilles, se produisant dans d'autres pays, aurions déjà su répondre à une position neutre du gouvernement d'Espagne, par la grève ou la révolution.

Dans les numéros des 9 et 16 octobre du *Libertaire*, un certain tournant se fait jour vers la lutte contre le blocus. Nous ne pouvons que le saluer. Nous faisons nôtre la conclusion de l'article du camarade Militch dans le numéro du 9 octobre, conclusion qui peut servir de base à un véritable front révolutionnaire prolétarien :

Soutenons cette révolution non seulement en paroles, mais effectivement, en armes. Pour cela, il faut que le prolétariat français déclenche une guerre au blocus. Il faut qu'il force son gouvernement à vendre aux gouvernementaux espagnols tout ce qui leur est nécessaire pour faire la guerre contre le fascisme.

Cette cause est si urgente et si grave pour le prolétariat mondial (et précisons encore une fois que les prolétaires n'ont pas de patrie) que la classe ouvrière française devrait lancer toutes ses forces pour créer immédiatement une campagne d'opinion favorable à ce mot d'ordre. Cette campagne devrait éventuellement être couronnée par la grève générale des 5 millions de syndiqués qui sont tous, sans aucun doute, partisans d'aider immédiatement leurs frères espagnols.

A bas le blocus! Que la révolution espagnole triomphe, par là même nous triompherons nous aussi et lutterons efficacement et véritablement contre la guerre.

PIERRE LENOIR.

LISEZ TOUS !

LISEZ TOUS !

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

ÉDITION FRANÇAISE HEBDOMADAIRE
DU PARTI OUVRIER D'UNIFICATION
MARXISTE D'ESPAGNE

ADRESSE : La Révolution Espagnole, 17, rue de Sambre-et-Meuse. PARIS
C. C. Postaux : PARIS 1360-10.

PRIX DU NUMÉRO :
France — 0 fr. 50

ABONNEMENTS :
12 numéros — 5 francs.

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE

LES DEUX JUMENTS :

LA DÉVALUATION ET LA DÉFLATION

Les socialistes se sont trouvés historiquement chargés d'injecter la piqûre au malade, chargés, disons le mot, d'une entreprise de renflouement du capitalisme français.

Sous la plume de Marcel Déat, ancien camarade de parti de Léon Blum, ces lignes écrites dans le *Journal du Commerce* (8 octobre), à propos de la dévaluation du franc, ne manquent pas de saveur ni de vérité.

Pour comprendre la politique économique de la bourgeoisie dans la crise actuelle il faut toujours avoir en vue le fait primitif, fondamental : la baisse des prix malgré des mesures pour « diriger les prix ». La crise a montré d'une façon éclatante que dans l'économie capitaliste ce sont les lois du marché s'exprimant dans le mouvement des prix qui règlent la vie économique.

En France, depuis 1929, les prix ont diminué de 40 % environ. Pour les produits agricoles l'indice passe de 580 en 1931 à 292 en juillet 1935, soit une baisse de 50 %.

La chute des prix, beaucoup plus faible ailleurs, a eu lieu également lors des crises capitalistes précédentes, au XIX^e siècle. Avec le règne plus ou moins relatif de la concurrence, cette baisse se généralisait dans tous les compartiments de la vie économique, les entreprises incapables de réduire leur prix de revient faisaient faillite et disparaissaient du marché, en fin de compte l'économie s'adaptait aux nouvelles conditions, en général, sans altération de la monnaie.

Aujourd'hui la situation est différente. Le développement formidable des trusts et des monopoles capitalistes permet à une série d'entreprises de se soustraire à la baisse des prix, de maintenir les prix élevés, d'augmenter même, avec l'aide de l'Etat, leurs profits. L'Etat ne peut laisser périr d'immenses établissements dont la faillite ébranlerait toute l'économie (les grandes banques en premier lieu), il les renfloue des deniers publics. Les charges du militarisme, de la dette publique ne diminuent pas en raison de la diminution du revenu national, leur fardeau est plus lourd qu'auparavant, les charges fiscales pèsent plus lourdement sur les prix, ce qui explique, avec le maintien des prix cartellisés, la baisse insignifiante des prix de détail, la cherté de la vie. Enfin, ni les ouvriers et fonctionnaires, ni les paysans ne veulent laisser « adapter » leurs revenus au nouveau niveau des prix.

Le rôle croissant de l'Etat dans la vie économique rend impossible la solution du problème sans son intervention. L'Etat doit aider à la réduction des éléments du prix de revient (salaires, charges fiscales, charges d'intérêt-crédit, prix des matières premières, des services publics, des transports, etc.), afin de les adapter aux prix de vente et rétablir la marge du profit, ce moteur essentiel de la production capitaliste. C'est le sens de la politique de déflation qui d'ailleurs n'a osé atteindre nulle part les bénéfices des capitalistes qu'on n'a pu mener jusqu'au bout : jusqu'à la ruine complète des centaines

de milliers de paysans, jusqu'à la condamnation à la mort de faim des centaines de milliers de chômeurs.

Après des années de déflation devenue justement odieuse, il ne restait après le court épisode de reflation (!) que l'unique planche de salut, la dévaluation, « cette opération de déflation massive » (*Le Temps*, 3 octobre 1936). Que signifie-t-elle ? Tout simplement — explique Joseph Caillaux — le retour à la déflation.

Quelle est la substance de votre nouvelle politique? Je vais vous le dire en deux mots, c'est le retour à la déflation, car la dévaluation n'est autre chose que la déflation, ou plutôt, pour établir une comparaison, la dévaluation est à la déflation ce que l'impôt indirect est à l'impôt direct. Le mérite ou l'avantage de la dévaluation, c'est qu'elle est moins ressentie par le public que la déflation, de même que l'impôt indirect est moins désagréablement accepté par le public, parce qu'on ne le sent pas, tandis qu'on perçoit le poids de l'impôt direct. (J. O. du 1^{er} octobre.)

Aucun gouvernement n'a osé affronter cette faillite déclarée. Il incombait à un gouvernement « populaire » la charge de la consommer. Avec une franchise un peu crue, le même Joseph Caillaux a mis les choses au point. S'adressant à Léon Blum, il dit : *Dites à ce pays qu'à l'heure redoutable où il est, que dans les temps difficiles que nous vivons, il doit apprendre à consentir des sacrifices. Hier la forme (déflation) ne lui plaisait pas. Vous lui en offrez une autre (dévaluation). Il faut qu'il s'y soumette et avec votre autorité sur une fraction de la nation, vous pouvez la lui faire accepter!*

Et de fait, Léon Blum a monnayé le prestige que seul avait le Front populaire pour exaucer les vœux des dévaluateurs avoués ou honteux. Mais désormais ce prestige subit le sort de la monnaie : il est estimé en francs dévalués.

Le gouvernement et ses divers représentants attirés cherchant à se faire excuser affirment que la dévaluation du franc est surtout une mesure d'ajustement des prix français aux prix mondiaux.

La vérité est tout autre. La dévaluation du franc c'est l'amputation (de 25 à 34 %) de la valeur or de cette monnaie. Et si spéculant sur ce fait que dans la circulation monétaire moderne l'or n'intervient pas matériellement on proclame que dans les opérations de la vie courante — pour l'homme de la rue — le franc n'a pas changé, ce n'est qu'un sophisme basé sur les apparences. En réalité — et aucun artifice ne peut supprimer cette vérité élémentaire — la valeur d'un billet de banque repose sur la valeur de l'or qu'on peut en obtenir — directement ou indirectement. Avant c'était 65 milligrammes pour un franc, maintenant, ce sera 43 à 49 milligrammes.

La dévaluation doit se substituer à la déflation dans ce sens qu'au lieu d'agir directement sur les salaires, traitements, charges fiscales, sociales, etc., dans le sens de la baisse, on maintient leur valeur nominale, pendant que les prix de gros, eux, « monteront en flèche », laissant derrière eux les prix de détail. Ainsi en or les prix de gros resteront sans changement, pendant que les frais de la production baisseront en or, la marge bénéficiaire sera ainsi rétablie. Voici le plan des capitalistes.

Si c'était autrement, si, comme le gouvernement essaie de le présenter, aucun changement dans les prix ne devait se produire à l'intérieur, on se demanderait quel est le sens de l'opération. Il est vrai, pour les exportateurs français, la dévaluation crée une conjoncture favorable, car leurs prix de vente calculés sur la base des prix intérieurs, subissent une baisse de 30 % environ, ce qui leur permettra d'affronter plus facilement la concurrence. Mais dans la même mesure les prix des matières premières importées subissent la hausse qui doit se répercuter sur les prix français. Cet avantage des exportateurs — le gouvernement a dû, pour compenser l'absence des mesures spéciales contre les marchandises françaises, atténuer les barrières douanières — n'est que temporaire, en attendant la hausse des prix intérieurs que ne sauront empêcher les affiches à la Coué... « je n'augmenterai pas les prix ».

Or, tout le problème est là : comment *maintenir* les prix de détail ou *modérer* leur hausse tout en permettant la hausse des prix de gros et le développement de l'activité industrielle ? Ou autrement : qui doit payer les frais de la dévaluation ? Le même problème qui s'est posé pour la déflation se repose pour la dévaluation. La hausse des prix de gros sera-t-elle *compensée* par la baisse des dépenses militaires, des impôts indirects, du tribut pays par les consommateurs aux trusts, des dépenses somptuaires pour l'entretien d'une bureaucratie parasitaire ou bien par la baisse *réelle* des salaires, des allocations des anciens combattants, des pensions, des impôts pesant sur les riches, du revenu des petits producteurs, etc. ? Va-t-on faire payer les riches ou les pauvres ? La dévaluation ne change au fonds *rien* dans l'énoncé de ce dilemme.

Les représentants de la bourgeoisie le comprennent fort bien. *Si personne ne doit souffrir de la dévaluation, qu'y aura-t-il donc de changé ?* demande *Le Temps* du 27 septembre, pour lequel la question « Qui doit souffrir ? » est résolue.

A la Chambre et au Sénat tous les représentants qualifiés de la bourgeoisie ont fortement rappelé au gouvernement que la dévaluation n'était pas la fin, que pour en tirer profit (pour la bourgeoisie), il fallait pratiquer une politique économique et financière « appropriée ».

Pour ce qui est de l'Etat notamment, des techniciens ont fait ressortir que partout la dévaluation était accompagnée de « prudence » budgétaire. Si rien n'était changé dans le budget, l'Etat devra emprunter en 1937 une somme évaluée à 25 milliards. Donc, il faut *changer*, il faut des économies, on devine sur qui.

L'équilibre budgétaire vous semblait être une histoire de comptes, un préjugé du passé qui ne répondait à rien, si ce n'est à une conception étriquée qui, empêchant de distribuer libéralement les deniers publics, diminuait le pouvoir d'achat de la masse des citoyens et ainsi aggravait la crise. Si vous voulez réussir la politique de dévaluation dans laquelle vous vous êtes engagés, vous devez mettre une pierre tombale sur votre politique d'hier ; vous devez changer le climat qui depuis quatre mois a régné sur ce pays. (Paul Reynaud, *J. O.* du 29 septembre, p. 2774).

Le gouvernement a obtempéré à cette sommation et à celle encore plus catégorique du Sénat « la dévaluation et rien autour », en abandonnant la plus grande partie des « mesures de compensation » qui devaient d'après le projet primitif être jetées comme des miettes aux premières victimes de la dévaluation. C'est une capitulation dont on ne peut s'empêcher de tirer les enseignements sur les intentions futures du gouvernement en matière de « sagesse financière ».

Le sens de l'opération est bien défini par le radical Réthoré (que fait-il, au fond, dans le parti radical?) :

Il n'y aurait véritablement que dérision et incompréhension à travers la France si, demain, vous disiez au prolétariat de ce pays : « Nous avons voté la dévaluation du franc ; nous avons puisé dans le bas de laine du paysan, nous avons prélevé sur les traitements des petits fonctionnaires l'argent nécessaire à la sauvegarde de la France et nous nous inclinons bien bas, comme hier s'est incliné le front national, devant les puissances capitalistes. » (J. O., p. 2797, séance du 28 septembre.)

La dévaluation constitue également une nouvelle répartition de la plus-value au sein de la bourgeoisie. Cette conséquence a été illustrée par le sénateur Lesaché dans son intervention au Sénat le 30 septembre :

La dette de l'Etat s'élevant à environ 360 milliards, une dévaluation de 30 % constitue, de ce chef, une amputation de 108 milliards. Si nous ajoutons les 400 milliards d'obligations ou de dépôts dans les diverses sociétés, et notamment dans les banques, c'est encore, de ce côté, 120 milliards qui sont volatilisés. Enfin, il faut tenir compte des créances dont le chiffre, impossible à évaluer, est certainement fort élevé. (J. O., p. 1406.)

La dévaluation profite donc en premier lieu aux créanciers dont elle diminue les charges au détriment du débiteur et aux bénéficiaires de contrats à long terme impliquant paiement en espèces de loyers, redevances, fermages, etc.

L'Etat, lui, encaissera désormais les impôts qui augmentent proportionnellement à la hausse des prix, tout en continuant à payer le même nombre de francs aux rentiers, aux fonctionnaires ou aux retraités ; l'industriel paiera les intérêts anciens à son prêteur cependant que les prix de gros — ses prix de vente — tendent à augmenter proportionnellement à la dévaluation du franc.

Les Partis communiste et socialiste ont capitulé une fois de plus devant le grand capital. Non seulement ils ont renoncé à la disposition stipulant l'augmentation automatique des salaires suivant l'échelle mobile des indices du coût de la vie, mais encore ils ont accepté de dresser la digne de l'arbitrage obligatoire contre les mouvements grévistes que les ouvriers, à défaut de défense légale par l'échelle mobile, voudraient déclencher pour défendre leurs salaires.

La dévaluation, tout comme la politique du maintien de l'étalon-or, aboutit à la spoliation des masses si les masses n'y résistent pas. Le prolétariat n'a aucune raison de vouer un amour particulier à l'étalon-or, comme il n'a aucune raison de haïr le système de la « monnaie flottante ». La déflation budgétaire n'est pas pour lui moins ou plus sympathique que la dévaluation monétaire. La question qui se pose est : *quelles* sont les dépenses à réduire ? qui doit être *frappé* par la dévaluation ? Un gouvernement ouvrier ne peut s'interdire le maniement de la monnaie dans le cadre d'une politique destinée à répartir le revenu national dans l'intérêt du prolétariat.

C'est la dévaluation Auriol-Caillaux, soutenus par Duclos, qui frappe les pauvres, comme hier la déflation Laval-Caillaux. A ces deux politiques-jumelles il faut opposer non pas une politique inconsistante de « reflation » au-dessus de la lutte de classe, mais une politique « faisant payer les riches », ce qui exige comme condition *préalable* le contrôle par les ouvriers aussi bien de l'économie que de l'Etat.

La voie vers cette solution passe par la lutte autonome des ouvriers contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires.

La loi a refusé aux ouvriers l'échelle mobile. Il s'agit de la conquérir par l'action comme lors de l'inflation de 1926. Le droit de grève est violé par l'arbitrage obligatoire. Il s'agit de briser cette entrave.

Les organisations ouvrières, notamment syndicats et coopératives, doivent instituer le contrôle des indices du coût de la vie sans se fier aux indices truqués des statistiques officielles. C'est sur les indices ouvriers que devra être basée l'échelle mobile des salaires. Enfin, les ménagères doivent instituer, d'accord avec les petits commerçants, le contrôle des prix, combattre par leur action, la cherté de la vie, sans se fier aux promesses des autorités.

D'après le discours de Blum à Lens le 11 octobre, les revendications ouvrières devraient subir une éclipse, les réformes ayant fait leur plein pour la période actuelle. Ce serait avouer que l'« expérience Blum » destinée, d'après son auteur, à prouver le degré de bien-être et d'égalité sociale possible à atteindre dans le respect de la propriété capitaliste, ne peut donner quelque chose aux travailleurs d'une main sans la reprendre aussitôt de l'autre : lois sociales en juin — vie chère et dévaluation aussitôt après.

Dans ce sens, parlementaire et respectueux des privilèges capitalistes, l'« expérience Blum » aboutit au même cul-de-sac que toutes les « expériences » réformistes. Quatre mois ont suffi pour démontrer cette vérité. Il s'agit maintenant de pousser l'action ouvrière sur d'autres rails.

R. BRIZON.

PAUL LAFARGUE

Il y a vingt-cinq ans est mort Paul Lafargue, l'un des meilleurs disciple de Karl Marx.

Né en 1841 à Santiago-de-Cuba, il fut élevé en France. Etudiant à la Faculté de Médecine de Paris, il fut mêlé très jeune aux agitations du Quartier latin et exclu de la Faculté pour sa participation à un Congrès international d'étudiants (Liège, 1863), où il exposa les théories de Proudhon. Arrivé à Londres pour terminer ses études, Lafargue devient rapidement un partisan décidé du marxisme et un militant de la première Internationale. C'est à Londres qu'il épouse la seconde fille de Marx, Laura.

Revenu en France en 1870, il est délégué par la Commune à Bordeaux pour y organiser l'insurrection. Après la défaite, il se réfugie en Espagne et au Portugal où il participe activement au mouvement ouvrier.

L'amnistie accordée aux communards en 1880 permet à Lafargue de rentrer en France. Désormais, il devient, avec Guesde, le représentant le plus autorisé du marxisme en France. Il combat avec énergie le réformisme et le chauvinisme au sein du mouvement ouvrier; le possibilisme de Brousse et de Malon (1882); le ministérialisme de Millerand et de Jaurès (1899). Poursuivi et condamné à plusieurs reprises à la prison, il fut élu député de Lille en 1891, comme candidat d'amnistie. Battu en 1895, il ne s'est jamais représenté, et se consacra exclusivement à la propagande du Parti Ouvrier Français, dont il fut le secrétaire pour les relations extérieures.

D'une culture encyclopédique, Lafargue est un écrivain étincelant. Ses polémiques et ses pamphlets, comme ses travaux théoriques, l'ont rendu célèbre dans le monde entier. Il est regrettable que son œuvre, dispersée dans des dizaines de journaux et de brochures, reste inaccessible au public ouvrier.

Ayant atteint 70 ans, Lafargue se suicide avec sa femme le 26 novembre 1911, craignant devenir *une charge pour lui et pour les autres*. A ses funérailles, Lénine a reconnu en Lafargue *l'un des propagateurs les plus doués et les plus profonds du marxisme*.

Il nous est impossible d'étudier ici tous les domaines de l'activité de Lafargue. Nous ne voulons que montrer son attachement au marxisme révolutionnaire.

Matérialiste conséquent, héritier des athées militants du XVIII^e siècle, Lafargue mène une lutte incessante contre la religion et l'Eglise. Il s'attaque aux principes sacrés de la philosophie bourgeoise idéaliste, dénonce son hypocrisie et ses mensonges, ose *déshabiller de façon irrévérencieuse les Idées et les Principes éternels... traiter de grues métaphysiques et éthiques la Justice, la Patrie qui font le trottoir dans les discours académiques et parlementaires, les programmes électoraux et les réclames mercantiles*. (*Le Déterminisme économique*, note, p. 21.)

Il défend contre les engouements idéalistes de Jaurès le matérialisme dialectique, popularise la conception matérialiste de l'histoire en montrant

par de nombreux exemples que la lutte de classe est « le moteur des événements. »

Il n'est pas moins vigilant dans le domaine des théories économiques. Dès le début il attaque le révisionnisme de Bernstein, dénonce le mensonge de la prétendue démocratisation du capital, prouve dans ses études sur les *Trusts américains* et sur la *Bourse* que, loin de se démocratiser, le capital se centralise entre les mains d'une poignée de forbans de la finance.

Sur le plan politique Lafargue combat la collaboration des classes sous toutes ses formes et oppose au réformisme *une guerre sans trêve contre la classe capitaliste* (*Le Socialiste* du 6 août 1899). Déjà en 1882 il est aux prises avec le possibilisme. de Brousse dont les formules sur la nécessité de revendiquer ce qui est *possible, réalisable* en régime capitaliste, rappellent singulièrement le célèbre : *Tout n'est pas possible* de Gitton.

Plus tard, en 1899, il mène une campagne ardente contre la participation des socialistes au gouvernement bourgeois; pour lui *un socialiste ministre devient un commis de la classe capitaliste*. (*Le Socialiste* du 13 août 1899.)

Le soutien systématique d'un gouvernement bourgeois de gauche, l'abandon de l'indépendance à son égard mène inévitablement à la capitulation devant la bourgeoisie.

Dès l'instant que le parti socialiste cesse d'être un parti d'opposition irréductible, il déserte le terrain de la lutte de classe pour devenir un parti parlementaire; son rôle révolutionnaire est fini. (*Le Socialiste* du 10 septembre 1899.)

Les illusions parlementaires sont d'autant plus néfastes pour les ouvriers que ces derniers ont pour mission *d'abolir le parlementarisme, forme gouvernementale spécifique de la classe capitaliste* (idem). Sous les oripeaux trompeurs de la démocratie se cache la *dictature sociale du capital* que le prolétariat doit briser pour établir à sa place la *dictature transitoire de la classe ouvrière*. (*Le Socialiste* du 6 août 1899.)

Lafargue dénonce l'hypocrisie du patriotisme bourgeois qui impose aux travailleurs les plus lourds sacrifices et l'impôt du sang pour défendre le sol et les richesses de leurs exploités. Les capitalistes n'hésitent pas à trahir la patrie quand leur intérêt entre en jeu, ils sont aussi cosmopolites que le capital lui-même. Mais pour leur politique de conquête et de compétition impérialistes, il leur faut des soldats prêts à mourir pour la « patrie ».

Les opportunistes et les radicaux ont empoisonné la population avec le patriotisme le plus étroit, le plus imbécile et le plus faux; l'inoculation commençant dès le bas âge, dès l'école primaire. (*Le Socialiste* du 27 mai 1900.)

Que dire de la proposition de Cogniot d'imposer aux élèves des écoles primaires la lecture de *Mein Kampf* de Hitler? Que dire du mot d'ordre de « la réconciliation nationale » que propage actuellement le Parti communiste ?

Pour Lafargue l'action du prolétariat ne peut être limitée au cadre d'une nation. *Les salariés... n'ont plus qu'une patrie: la Révolution sociale* (*Le Socialiste* du 13 mars 1886.) Le caractère international de la lutte des classes fait que *la patrie n'est plus aujourd'hui qu'un mot vide de sens* (idem).

L'internationalisme de Lafargue lui fait stigmatiser sans pitié toute concession au chauvinisme, au préjugé national ou racial, il fut, comme Marx, *le citoyen du monde*.

Contrairement à Guesde, Lafargue ne montre aucune hostilité à la théorie de la grève générale insurrectionnelle, ni à la lutte antimilitariste, malgré sa confiance dans le caractère pacifique des monopoles capitalistes. C'est pourquoi, quand le guesdisme se limite à l'action purement parlementaire, les déclarations et écrits de Lafargue deviennent plus rares et lui-même se tient un peu à l'écart de ses amis de tendance dans le parti socialiste unifié.

Certes, il n'était pas sans faiblesse. On pourrait lui reprocher de s'être par trop cantonné dans l'explication des mythes olympiens, au lieu d'étudier de plus près la réalité française. On pourrait signaler une certaine rigidité doctrinale qui, si elle le préservait contre le virus réformiste, aboutissait parfois au schématisme et à l'interprétation mécanique des événements. Mais ces défauts ne font qu'accentuer l'immense mérite de Lafargue dans l'élaboration et la diffusion des théories de Marx. Les plus belles pages de la littérature marxiste sont dues à sa plume.

* * *

Il reste, pour nous, le révolutionnaire qu'aucun prétexte n'a jamais détourné de la lutte de classe, l'internationaliste qui a su s'élever au-dessus des frontières étatiques. Il a appris chez Marx que les partis ouvriers ne se forment pas artificiellement, que la disparition d'une ancienne formation ne suffit pas à la naissance d'une organisation nouvelle, que l'Internationale, dissoute par Marx après la défaite de la Commune de Paris, ne pourra renaître que dans des conditions historiques déterminées. Il les précise dès 1886; ces conditions restent encore valables au moment actuel.

Quand les partis ouvriers d'Europe et d'Amérique auront pris corps dans leur propre pays et qu'ils commenceront à exercer une influence sur la direction politique de leurs pays respectifs, la nécessité d'une entente internationale de tous ces partis ouvriers, ayant déjà un programme commun, se fera sentir. Alors, l'Internationale sera reconstituée. (Le Socialiste du 6 mars 1886.)

Le parti communiste qui a sombré dans le réformisme le plus plat et dans le chauvinisme le plus effréné, veut commémorer Lafargue le grand Français et le républicain, lui qui a maintes fois bafoué la république bourgeoise, cette commode couverture de la dictature du capital. On veut, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa mort, convertir Lafargue en icône inoffensive... en même temps qu'on émascule la substance de son enseignement révolutionnaire, qu'on en émousse le tranchant, qu'on l'avilit. (LÉNINE : *L'Etat et la Révolution*, p. 15.)

Le prolétariat de France restera fidèle aux principes qu'a défendus Lafargue durant toute sa vie; il restera fidèle aux recommandations de Lafargue qui, dans sa dernière lettre, proclame sa foi dans la victoire finale du socialisme.

Je meurs avec la joie suprême d'avoir la certitude que, dans un avenir prochain, la cause pour laquelle je me suis dévoué depuis quarante-cinq ans, triomphera.

Vive le communisme!

Vive le socialisme international!

PAUL PASCAL.

Il faudrait dire aux paysans et aux ouvriers : si une guerre venait à éclater, les capitalistes l'auront voulue, puisque ce sont eux qui gouvernent; ils l'ont voulue parce qu'ils espèrent en tirer de gros bénéfices et parce qu'ils comptent ne pas se battre puisque vous êtes là pour cela. Vous serez appelés à vous faire tuer pour une patrie dont les capitalistes vous ont dépossédés et dont ils ont accaparé les richesses et le gouvernement. Les Républiques de l'antiquité affranchissaient et rendaient propriétaires les esclaves qu'ils enrôlaient pour défendre la patrie; les révolutionnaires de 1793 promirent un milliard de biens nationaux aux volontaires de la République : vous profiterez de la circonstance pour réclamer votre part des richesses mobilières et immobilières de la nation et le contrôle du gouvernement qui aura à diriger la guerre, pour qu'on ne recommence pas les trahisons du gouvernement de la Défense nationale de 1870.

(PAUL LAFARGUE, 1907.)

*Les socialistes de tous les pays sont unanimes pour reconnaître :
Que la société est divisée en classes ennemies : classe capitaliste et classe salariée; et comme intermédiaire entre ces deux classes extrêmes, classes artisanne, paysanne, petite bourgeoisie, qui tendent à disparaître, dépourvues qu'elles sont de leurs instruments de travail;*

Que la division en classes repose sur le mode de répartition de la fortune sociale; la classe capitaliste centralisant les instruments de travail, le capital monétaire et le crédit; la classe salariée réduite de plus en plus à ne posséder que sa force-travail, qu'elle vend au jour le jour;

Que la classe capitaliste ne maintient son monstrueux privilège d'accaparer une partie des fruits du travail, ne laissant au producteur, sous forme de salaire, que juste de quoi vivre, que parce qu'elle détient les pouvoirs publics qui lui permettent d'établir la dictature sociale du capital;

Que le prolétariat ne pourra s'émanciper qu'en brisant la dictature du capital, qu'en expropriant politiquement et économiquement la classe capitaliste et qu'en établissant la dictature transitoire de la classe ouvrière, qui a pour mission de socialiser la production, d'abolir l'Etat et tous ses rouages (armée, police, bureaucratie, etc.).

Que pour remplir sa tâche historique le prolétariat doit s'organiser en parti de classe, menant une guerre sans trêve contre la classe capitaliste sur le terrain économique et politique ».

Paul Lafargue : *L'Unité Socialiste (Le Socialiste du 6 août 1899.)*

Les socialistes ont profité des leçons d'antipatriotisme que leur a données la classe bourgeoise : il y a plus d'un demi-siècle que le Manifeste communiste de Marx et d'Engels déclarait que les ouvriers n'ont pas de patrie, parce qu'ils sont traités pire que des ennemis étrangers par la classe bourgeoise et la classe régnante : aussi les socialistes des deux mondes ont renié le drapeau de leur nation pour arborer le drapeau rouge. Le drapeau rouge que les bourgeois révolutionnaires de 89 décrétèrent devoir être déployé lorsqu'on commandait une charge contre le peuple et qu'ils teignirent en 1791 dans le sang populaire, est devenu le drapeau de la classe ouvrière, le drapeau international de la Révolution.

(PAUL LAFARGUE. — Discours prononcé au Congrès socialiste de Nancy, 1907.)

COMMENT VAINCRE ?

« Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère.

« Qui a du fer, a du pain.

« On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohortes désarmées. La France, hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme.

« En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra.

« Mais, pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours.

« Que le peuple choisisse! »

(Auguste Blanqui, février 1851, cité par Dommanget, *Blanqui à Belle-Isle*, p. 66.)

LA VIE DU PARTI

LES MILITANTS DU PARTI COMMUNISTE PROTESTENT

Nous publions ci-dessous de nouveaux extraits de lettres envoyées par des membres du P. C. au camarade Ferrat.

« Membre du Parti depuis une dizaine d'années, il est superflu de t'indiquer combien aussi je réagis de mon mieux contre l'opportunisme réformiste que l'on tente d'implanter dans le parti. Je dis bien que l'on tente, car j'ai confiance en la foi révolutionnaire des vieux membres qui résistent. Toute la vieille école est à tes côtés.

« Continuons et ayons confiance. Notre doctrine qui a fait ses preuves finira obligatoirement par s'imposer. » M. (Paris-Nord).

« Je t'exprimerai ma satisfaction de voir qu'il y a encore des caractères dans le mouvement révolutionnaire, et, au moins, un camarade sincère et ayant encore une certaine indépendance et aussi de la personnalité dans la direction bureaucratifiée de ce qui fut l'ancien Parti communiste.

« Je pense que ton passé politique pourrait t'autoriser à tenter le rassemblement de toutes les minorités révolutionnaires et des organisations se réclamant de la plate-forme de P. C. à sa fondation, c'est-à-dire lors de l'activité de Lénine. » G. (Yonne).

« ...Dès aujourd'hui, je puis quand même te féliciter pour ton courage politique et pour avoir dit bien haut ce que beaucoup de lâches pensent tout bas. Naturellement, beaucoup de militants sérieux sont troublés par cette évolution inouïe du Parti, mais ils ne sont pas encore convaincus et ils hésitent encore à prendre position. Une propagande intense peut-elle les faire sortir de leur réserve ? J'en doute. J'aurai l'occasion de dire, dans une prochaine lettre, comment je vois la situation actuelle et quel travail est nécessaire en ce moment. » A. C. (Nord).

« Je puis te certifier qu'ici tu as une grande sympathie et les ouvriers comprennent de plus en plus ta position qui est celle d'un véritable révolutionnaire, car beaucoup parlent de révolution mais ne la souhaitent pas (tu comprends ce que je veux dire). Je dois te dire de suite qu'à trois copains, même quatre, nous avons discuté assez longuement sur ton cas d'indiscipline (que nous approuvons), mais nous voudrions te poser quelques questions en camarade :

1° Crois-tu à l'heure actuelle dans un redressement du Parti ? Nous, nous disons non.

2° Peux-tu croire que la classe ouvrière sera toujours bernée comme en ce moment ? Non, car nous croyons que les véritables révolutionnaires seront toujours ceux qui participeront à la lutte de classe et non à la collaboration de classe.

3° Nous pensons que sans un véritable parti révolutionnaire du prolétariat, nous ne pourrions pas vaincre la bourgeoisie, sur quelles bases devons-nous le construire ? » M. R. (Paris-Sud).

« J'avais cru aussi à une tactique passagère, à un « opportunisme » d'occasion pratiqué pour dérouter nos adversaires. Mais, malgré tout, je sentais que ce glissement à droite n'était pas bon.

« J'en faisais part à quelques camarades qui eux aussi, jusque là silencieux, avouaient ne pas trop comprendre cette nouvelle orientation.

« Enfin, pendant des mois, je me suis aperçu, à propos des colonies, de l'Abyssinie, de la politique extérieure et intérieure, que notre parti, au lieu d'impulser le Front populaire vers des réalisations révolutionnaires en rapport avec les aspirations du prolétariat, et sous prétexte de rallier diverses couches de la petite et moyenne bourgeoisie, ne donnait plus l'aspect véritable de notre parti et semblait remiser le programme et les buts du communisme pour suivre les socialistes dans une voie conciliatrice des intérêts de la bourgeoisie.

« En effet, alors que les fascistes parquent et font ce qui leur plaît, les ouvriers révolutionnaires sont frappés. Notre parti ne parle plus de la libre disposition des peuples lorsqu'il s'agit des colonies (les « nôtres »). » M.

« Je serais désireux de recevoir un ou plusieurs exemplaires de ta brochure, afin de pouvoir discuter ton cas avec les camarades, non pas que nous pensons que tu seras réintégré au Parti Communiste, que d'ailleurs j'ai quitté, car son stalinisme et sa politique d'union sacrée me répugnaient, mais surtout pour faire discuter les copains sur ta position marxiste qui fait face à la pourriture thozéenne. » J. MIROL (Lorient).
ex-secrétaire de la 10^e Entente des J. C.

« Par un heureux hasard, je viens d'avoir ta brochure que j'ai lue avec beaucoup d'attention, car déjà je savais que j'y trouverais les mêmes griefs que je formule envers le Parti Communiste.

« Je l'ai lue d'autant plus volontiers qu'elle n'émanait pas d'un de ceux qui toujours ont lutté contre le Parti communiste. Depuis la phrase de Staline, nous sommes quelques-uns dans le Parti communiste ou hors du Parti communiste à se demander quel faire. Malheureusement, trop de gens, peu intéressants, écrivent dans les journaux d'opposition et ils emploient la même méthode que le Parti communiste employait contre la social-démocratie, critiques acerbes et injurieuses.

« Aussi c'est avec joie que j'ai vu un membre du C. C. se lever et dire ce qu'il pense.

« ...Je ne sais pas si la situation nationale et internationale nous laisseront le temps d'opérer le redressement qui s'impose ou s'il faudra créer un autre parti. Dans tous les cas, il y en a quelques-uns comme toi prêts à éclairer les membres du Parti Communiste. » F. (Région méditerranéenne).

Comme plus d'un, je suis en instance d'exclusion pour avoir osé élever la voix contre les thèses de la direction. Le secrétaire de mon rayon assistait à la réunion de cellule. Je lui ai posé la question :

— *En cas d'une guerre entre la France et l'Allemagne, quelle sera notre position ?*

Il m'a répondu en un long sermon que mieux valait travailler à prévenir le fléau que discuter sur notre attitude ultérieure.

— *Soit, ai-je dit. Mais des communistes n'étudient jamais une question précise. Si la guerre éclate néanmoins, que ferons-nous ?*

Le camarade m'a alors demandé si j'ignorais qu'il y eût plusieurs sortes de guerre. J'ai répondu :

— *Une guerre entre l'impérialisme français (il existe toujours, mais oui !) et l'impérialisme allemand, je l'appelle guerre impérialiste. Quelle attitude adopterons-nous devant elle ?*

Ce camarade très responsable, secrétaire d'un grand rayon de la région parisienne, a trouvé pour toute riposte :

— *Je demande la convocation du camarade P. V. devant une Commission de contrôle.* P. V.

LA GUILLOTINE TRAVAILLE...

Après Chateaudun (voir *Que Faire?* n° 21, p. 32), Alger. Pour la seconde fois un journal du Parti communiste est obligé de rompre la conspiration du silence autour de l'activité de *Que Faire?*

Dans une note embarrassée, pleine d'injures et d'insinuations, le secrétariat de la région d'Algérie informe le Parti de l'exclusion du camarade Ferrat. On veut représenter cela comme un fait isolé, mais immédiatement perçe le bout de l'oreille.

« Nous ne laisserons pas Ferrat ni ses acolytes en Algérie opérer leur contrebande trotskyste.

« *A propos (sic), nous devons signaler que le camarade Fanfani, du rayon d'Alger, qui, depuis quelque temps, développe une ligne aventurière plus ou moins ferratique (1) et paralyse par ses bavardages anti-parti le travail de sa cellule, a été suspendu par cette dernière pour trois mois. Nous ratifions cette décision.* » (Lutte Sociale, août 1936.)

Nous offrons une prime à celui qui, d'après ce charabia, aurait compris en quoi consistent les divergences du camarade Fanfani avec la direction du P. C., en quoi consiste son crime. Le seul droit des membres du parti est-il de bavarder dans les cellules pour couvrir d'éloges les dirigeants du parti et pour les approuver ? Les communistes, qui ne l'entendent pas ainsi, sont de plus en plus nombreux dans le parti.

L'exclusion du camarade Fanfani, prononcée depuis lors, après celle des camarades Ferrat, Lévine et autres, loin d'arrêter la diffusion de nos idées, ne fera que stimuler les efforts de nos amis pour ouvrir les yeux aux membres du Parti sur la politique *pernicieuse* de la direction. R. M.

JOAQUIM MAURIN

Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste d'Espagne (P.O.U.M.) vient de perdre son dirigeant, le camarade Joaquim MAURIN, fusillé par les fascistes.

Ancien secrétaire de la C. N. T., un des fondateurs du Parti Communiste Espagnol, exclu en 1930, un des promoteurs des alliances ouvrières en 1934, le camarade MAURIN fonda fin 1935, avec le camarade Nin, le P. O. U. M. dont il était le représentant aux Cortès élus le 16 février 1936.

Que les camarades du P. O. U. M. dont l'activité est suivie avec admiration par les marxistes révolutionnaires du monde entier trouvent ici nos condoléances émues et nos salutations fraternelles.

QUE FAIRE ?

:: LIBRAIRIE ESPAGNOLE ::

10, rue Gay-Lussac. — Paris (5^e)

Vous y trouverez tous les livres d'actualité sur l'Espagne.

VIE DE " QUE FAIRE ? "

NOTRE ORGANISATION

Le développement de notre influence nous amène, après presque deux ans de travail préparatoire, à jeter les premiers jalons de l'organisation *Que Faire?*

Jusqu'à présent la majorité de nos partisans de la région parisienne était groupée dans 3 cercles d'étude, diffusant la revue, collaborant avec le Comité de rédaction de la Revue, mais ne développant aucune autre activité.

Actuellement dans la région parisienne, avec plus de 150 camarades, 16 groupes locaux sont en voie de formation, dont 8 à Paris et 8 dans la banlieue. Une partie de ces groupes a déjà commencé à fonctionner. En Province, nous sommes en liaison étroite avec plusieurs dizaines de camarades actifs.

Dorénavant ces groupes constitueront la base politique de notre organisation. Deux réunions des responsables des groupes ont déjà eu lieu. Ces réunions auront lieu régulièrement, tous les quinze jours; on y examinera tous les problèmes qui se posent devant notre organisation.

La première tâche de nos groupes, c'est l'examen du projet de charte de *Que Faire?* élaboré par le bureau provisoire. Les camarades qui n'auront pas reçu le bulletin intérieur avec le projet (il vient de paraître), sont priés de le réclamer à la permanence ou d'écrire au siège (en joignant 1 fr. 15 en timbres-postes).

En province, nos camarades sont également en train de constituer des groupes, mais pour le moment, aucun groupe ne fonctionne encore.

A l'issue de la discussion sur la charte — fin novembre (1) — la *Conférence constitutive de votre organisation* aura lieu. Nous prions nos camarades isolés de nous faire parvenir *directement* leurs suggestions et amendements à la charte, en vue de cette conférence.

R. B.

NOTRE MEETING du 20 OCTOBRE

Mardi 20 octobre, dans la Salle des Fêtes du *Petit Journal*, 500 auditeurs écoutèrent avec beaucoup d'attention l'exposé du camarade Ferrat sur la politique du Gouvernement et l'attitude du Parti Communiste. A plusieurs reprises ils marquèrent par leurs applaudissements leur accord avec la politique développée par notre camarade au nom de *Que Faire?*

Après l'exposé de Ferrat, le bureau présidé par le camarade Vernochet et où siégeait aussi notre vieux camarade Henri Cartier, un des fondateurs du Comité pour la reprise des relations internationales et du Comité pour la 3^e Internationale — donna la parole au camarade Barré parlant au nom des travailleurs du Parti socialiste et au camarade Mériaux — maire adjoint de Stains, parlant au nom des travailleurs révolutionnaires du Parti communiste.

(1) Prière de rectifier dans le « Bulletin intérieur » qui indique par erreur, le début de novembre.

Ces camarades appelèrent les ouvriers révolutionnaires socialistes et communistes à s'unir et à travailler dans leurs organisations à l'appel de *Que Faire ?* sur la base des idées du Marxisme révolutionnaire.

A l'appel de la contradiction, un camarade du 9^e Rayon du P. C. vint exprimer son accord avec beaucoup de points de l'exposé du camarade Fernet et le vif intérêt qu'il portait à la revue *Que Faire ?* Cependant en membre discipliné du Parti il crut devoir affirmer sa foi profonde en la politique de la direction du Parti.

Après une courte réponse du camarade Rimbart, les deux ordres du jour suivants sont adoptés à l'unanimité :

ORDRES DU JOUR :

I

Les 500 travailleurs réunis le 20 octobre Salle des Fêtes du *Petit Journal*, à l'appel de l'organisation communiste *Que Faire ?* saluent les ouvriers d'Espagne qui luttent avec héroïsme contre le fascisme espagnol et international. Ils saluent en particulier le Parti ouvrier d'unification marxiste qui se trouve à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire. Ils se déclarent prêts à mettre tout en œuvre pour aider efficacement leurs frères d'Espagne qui ont besoin, en premier lieu, d'armes modernes pour vaincre.

Ils dénoncent la politique de neutralité du gouvernement Blum, politique de capitulation devant le fascisme national et international, qui livre la révolution espagnole à ses bourreaux fascistes.

Condamnent l'attitude des dirigeants du P. C. et de la C. G. T. qui, tout en proclamant en paroles leur hostilité au blocus, se refusent à la lutte de masse pour la levée du blocus et font confiance au gouvernement.

Ils s'engagent à agir au sein de leurs organisations respectives afin que les ouvriers, reprenant et développant l'initiative des métalluristes parisiens qui firent grève le 7 septembre, brisent par tous les moyens appropriés le blocus de l'Espagne révolutionnaire.

Vive la Révolution Socialiste Espagnole !

Vive la Solidarité internationale des travailleurs !

II

Les 500 travailleurs réunis le 20 octobre Salle des Fêtes du *Petit Journal* à l'appel de l'organisation communiste *Que Faire ?* Après avoir entendu l'exposé du camarade Ferrat constatent que la politique défendue par le camarade Ferrat et par *Que Faire ?* est une politique communiste révolutionnaire.

Ils protestent contre l'exclusion de Ferrat et de nombreux autres militants révolutionnaires, des rangs du Parti communiste, le seul crime de ces camarades étant d'avoir dénoncé justement l'abandon de toute politique révolutionnaire par la direction du P. C.

Ils appellent tous les membres du Parti communiste à lutter dans le Parti en accord avec l'organisation communiste *Que Faire ?* contre la politique de collaboration de classe et d'union sacrée, contre la bourgeoisie et ses soutiens, pour l'unité révolutionnaire du prolétariat.

Ils constatent la nécessité d'éditer un hebdomadaire ouvrier révolutionnaire en accord avec les idées développées dans la revue *Que Faire ?* Ils se déclarent prêts à multiplier leurs efforts pour lui procurer de nombreux lecteurs et abonnés afin qu'il puisse paraître au plus tard le 1^{er} janvier 1937.

Vive l'unité révolutionnaire des ouvriers !

Vive la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie !

SUR LE FRONT RÉVOLUTIONNAIRE

Le 20 octobre nous avons envoyé la lettre suivante à la Gauche Révolutionnaire, aux J. S. de la Seine et à l'Union anarchiste. Elle précise notre position envers la tentative de constituer le Front Révolutionnaire.

CHERS CAMARADES,

L'unité révolutionnaire du prolétariat étant l'objectif central de notre organisation, nous suivons avec intérêt votre tentative de former en France un *Front Révolutionnaire*.

Convaincus comme vous que la classe ouvrière ne doit compter que sur elle-même pour faire aboutir ses objectifs, nous devons, avant d'envisager une collaboration, vous poser trois questions. Ces questions délimitent à l'heure présente, à notre avis, le courant révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

1^o Quelle est votre attitude à l'égard du blocus de la révolution espagnole établi, d'accord avec tous les partis bourgeois, par le gouvernement Blum ? Etes-vous décidés à rejeter toute responsabilité et toute solidarité avec cette politique et d'appeler les ouvriers à exercer la pression sous toutes les formes (y compris la grève) sur le gouvernement pour le forcer à abandonner la politique du blocus et à ne plus empêcher les ouvriers français de venir en aide au peuple espagnol aux prises avec le fascisme ?

2^o Quelle est votre attitude à l'égard de l'occupation des usines (grève sur le tas, etc.) comme forme de lutte revendicative en période de crise et de chômage ? Etes-vous décidés à dénoncer, comme il convient, l'action du gouvernement et des organisations ouvrières qui le soutiennent — action idéologique et physique — contre les occupations des usines et appeler les ouvriers à briser « par tous les moyens appropriés » les obstacles que la bourgeoisie et le gouvernement dressent sur le chemin de leur action de classe indépendante ?

3^o Quelle est votre attitude à l'égard des restrictions apportées par le gouvernement, sous la pression de la bourgeoisie, contre le droit de rassemblement ? Etes-vous décidés à combattre cette politique du gouvernement Blum, capitulant devant la bourgeoisie, comme contraire aux principes élémentaires de la démocratie et faisant le jeu de l'ennemi de classe ?

Ce qui doit unir tous les révolutionnaires prolétariens, c'est la lutte contre la bourgeoisie et contre la politique de capitulation et de collaboration de classe du gouvernement. Cette lutte réelle ne peut être menée qu'en toute indépendance à l'égard de ce gouvernement et de ses soutiens.

QUE FAIRE ?

PERMANENCE DE L'ORGANISATION COMMUNISTE

" QUE FAIRE ? "

Nous rappelons à tous nos lecteurs et amis que notre permanence fonctionne trois fois par semaine à notre siège, 15, rue du Petit-Pont (5^e) : le mercredi et le vendredi, de 20 h. à 22 h. et le samedi à partir de 16 h. 30.

Pour tous renseignements, inscription à notre Cercle d'Etudes, prière de s'y adresser.

Tous les responsables de groupes ou tout camarade qui aura besoin de matériel de propagande n'auront qu'à passer à la permanence.

“ QUE FAIRE ” en ALGÉRIE

La Lutte sociale, journal du P. C. en Algérie, consacre, dans son numéro du 7 octobre, un grand article, signé Ben Ali Boukort, à notre camarade Ferrat.

Passons sur les maigres lieux communs qu'il oppose aux arguments de Ferrat, après avoir glorifié les « réalisations » magnifiques du gouvernement Blum (il a « oublié » la dévaluation, l'expulsion des ouvriers des usines, l'interdiction des réunions communistes, etc.).

Mais ce n'est qu'une préface. L'essentiel, c'est l'aveu que le camarade Ferrat est *dangereux*, car il s'efforce de trouver des points d'appui en Algérie dans le parti communiste. Le camarade Boukort doit avouer que des camarades algériens essaient d'infiltrer l'ordure trotskiste de Ferrat dans le parti (le style, c'est l'homme!).

Ce que le camarade Ben Ali Boukort appelle « l'ordure trotskiste » n'est pas autre chose que le maintien du programme révolutionnaire renié par la direction du Parti et aujourd'hui renié aussi par Ben Ali Boukort. C'est la politique de lutte commune contre l'impérialisme français du prolétariat français et des masses indigènes laborieuses d'Algérie.

Si les fascistes La Roque et Doriot peuvent sévir en Algérie, la faute en incombe en premier lieu au gouvernement Blum soutenu par le P. C. et porté aux nues par Ben Ali Boukort. Ce gouvernement se refuse à dissoudre effectivement les ligues et pousse, par sa politique de réaction les classes moyennes dans les bras du fascisme.

En maintenant le peuple d'Algérie sous le joug, en s'opposant aux revendications antiimpérialistes des masses laborieuses arabes et kabyles le gouvernement salué par Ben Ali Boukort mène la même politique coloniale que les gouvernements Front Populaire qui se succédèrent au pouvoir à Madrid avant le 19 juillet 1936 et qui par leur attitude colonialiste, opposée au droit de libre détermination du peuple riffain, favorisèrent la politique de Franco qui fit du Riff sa place d'armes.

C'est contre cette politique de reniement que s'élève le camarade Ferrat.

Heureusement, aussi bien en Algérie qu'en France, des camarades s'aperçoivent de la fausseté de la ligne du P. C. et se placent sur la plateforme de *Que Faire ?* Des injures grossières, des insinuations et des menaces d'exclusion n'arrêteront pas les progrès de notre mouvement. Elles soulignent seulement l'indigence politique et théorique des dirigeants actuels du Parti incapables d'affronter une discussion sérieuse avec ceux pour qui la fidélité au programme est au-dessus de la fidélité « aux chefs bien-aimés ».

M. N.

On peut acheter “ QUE FAIRE ? ” :

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue Sambre-et-Meuse (10^e); LIBRAIRIE ESPAGNOLE, 10, rue Gay-Lussac (5^e); LIBRAIRIE DU LUXEMBOURG, 73, boulevard Saint-Michel (5^e); KIOSQUES, 7, 22, 23, 63, boulevard Saint-Michel (5^e); KIOSQUE, rue de Rivoli (coin rue de Sévigné) (4^e); KIOSQUE, rue Saint-Antoine (près de la Bastille) (4^e); KIOSQUES, 31 et 54, boulevard du Temple (3^e); KIOSQUES de la place de la République; KIOSQUE, 25, boulevard Bonne-Nouvelle (10^e); KIOSQUE, boulevard Magenta (coin rue Lafayette); KIOSQUE, boulevard Raspail (près du Dôme, à Montparnasse); KIOSQUE, place du Palais-Royal; LIBRAIRIE FARFALA, 269, faubourg Saint-Antoine; KIOSQUE, boulevard Poissonnière (face à l'A. B. C.), et autres.

REVUE DE LA PRESSE

SUR LE PROGRAMME “ BOLCHEVIK-LÉNINISTE ”

Depuis un certain temps, la « Lutte Ouvrière », organe des Trotskystes français — et encore dans le numéro du 24 octobre — somme notre camarade Ferrat de se prononcer sur « le programme bolchevik-léniniste ».

De quoi s'agit-il ?

Nous nous sommes nettement expliqués sur leur politique actuelle dans deux articles publiés dans les numéros 13 et 16 de notre revue : « La troisième période de Trotsky » et « Sur le nouveau Parti ». Les camarades du P. O. I., si désireux, paraît-il, de discuter avec nous, n'ont pas encore daigné répondre à un seul de nos arguments.

Si dans sa conférence du 20 octobre, le camarade Ferrat n'a mentionné qu'en passant nos divergences avec la « Lutte Ouvrière » car, contrairement à elle nous ne considérons pas la 4^e Internationale comme le nombril du monde, et ce jour-là, le camarade Ferrat avait d'autres chats à fouetter.

Dans son numéro du 24 octobre la « Lutte Ouvrière » nous demande de nous prononcer sur la lutte menée depuis des années par les trotskystes contre le stalinisme, il paraît que leur programme est le seul qui mis à l'épreuve des faits a reçu la confirmation de l'histoire.

Cette phrase semble reprise dans la presse du P. C. qui somme les socialistes de reconnaître la vérité historique du programme stalinien tout comme les trotskystes nous somment de reconnaître la vérité historique du leur. Nous connaissons, en effet, un essai de programme « bolchevik-léniniste » en 11 points qui fut adopté en 1933. On peut le résumer en un seul point : « Trotsky a eu toujours raison ».

Seul celui qui admet que Trotsky a eu raison en 1905 contre Lénine, en 1923 contre Zinovief, en 1936 contre Staline, etc., est digne d'être admis dans l'église trotskyste. Les trotskystes français nous somment de même de reconnaître qu'ils ont eu raison, dans la question du comité anglo-russe, de la Révolution chinoise, d'avoir rejeté la 4^e Internationale avant 1933, de l'avoir proclamée en 1933, d'être entré dans la S. F. I. O. en 1934, d'en être sorti en 1935, d'avoir glorifié Molinier en 1934, de l'avoir exclu en 1936, de l'avoir réadmis en mai 1936, de l'avoir réexclu en juin, etc., etc.

Tout comme un bon membre du P. C. doit reconnaître que le P. C. a eu raison d'avoir appelé jadis Blum et Jouhaux, social-fascistes, d'avoir combattu en février 1934 le « fusilleur Daladier », d'embrasser maintenant Blum et Jouhaux et de se prosterner devant « notre Grand Ami Daladier ».

Mais, au fond, quelle importance peut bien avoir pour la lutte présente ces appréciations du passé depuis longtemps dépassées ?

Lénine et Trotsky n'ont-ils pas collaboré dans le même Parti en 1917 sans qu'aucun d'eux n'ait renoncé à son appréciation particulière du passé ? En réalité de telles sommations ne visent pas seulement le passé. Aussi bien pour Staline que pour Trotsky ces *sommations historiques* ne font que recouvrir un but très peu historique, à savoir : reconnaître que l'infailibilité dans le passé aboutit à la reconnaître pour le présent et pour l'avenir.

Si les camarades Trotsky, Naville et Rous ont eu hier un programme infailible, il faut les croire aujourd'hui et demain car en dehors de ce programme breveté il n'y a rien. Eh bien, disons très nettement que, en effet, dans ce sens nous n'avons pas de programme, pas plus que dans ce sens n'en avaient ni Marx, ni Engels, ni Lénine.

Relisez n'importe quel programme marxiste d'avant-guerre, relisez le programme bolchevik de 1919, tous laissent de côté le problème qui hante

les nuits des camarades de la *Lutte Ouvrière* : « Qui a eu raison en 1903, en 1912, en 1926, en 1934 ?... ». Au contraire, la seule chose qui préoccupe les auteurs de ces programmes marxistes c'est l'appréciation concrète du développement de la lutte de classe dans leur pays et le chemin à suivre.

Un programme pareil de la révolution en France, aucun groupement n'en possède et ne peut l'avoir aujourd'hui. Il faut l'élaborer. Pour l'élaborer le camarade Trotsky malgré son « bolchevisme-léninisme » a fourni des contributions précieuses. Notre revue travaille dans le même sens.

Quant aux « Bolcheviks-Léninistes » français, hélas, ils ne semblent même pas comprendre de quoi il s'agit.

Pour eux un symbole de foi suffit et ils s'imaginent que par sa répétition ils arriveront à « conquérir » les masses. C'est ainsi qu'ils constituent une chapelle et non un parti.

Enfin ajoutons, que si le 20 octobre le camarade Clair n'a pas eu la parole à notre meeting, c'est en accord avec lui. Il avait alors semblé comprendre que ce meeting avait un but précis : discussion avec les camarades qui soutiennent la ligne du P. C. Mais nos camarades du P. O. I. savent, parce que nous leur avons dit maintes fois, que nous sommes à leur entière disposition pour l'organisation d'une discussion publique sur nos divergences, de même que nous avons montré déjà être prêts à examiner l'éventualité d'actions à mener en commun.

D. M.

SUR LA DÉFENSE PASSIVE

Le 16 octobre ont eu lieu pour la première fois à Paris les exercices de la défense passive. A cette occasion « les pacifistes intégraux » de toutes tendances, y compris la *Gauche Révolutionnaire* et les *anarchistes*, ont fait paraître dans la *Patrie humaine* du 16 octobre un appel contre la défense passive.

Pourquoi sont-ils contre les exercices ? Car ils ne croient pas à une protection possible contre les gaz au cours d'une guerre nouvelle, il n'y a rien à faire pour se défendre contre la guerre aérienne.

Les camarades qui ont rédigé cet appel se sont-ils posé cette simple question : que faut-il faire ? Que pensent-ils de nos camarades espagnols qui sont soumis au bombardement aérien régulier, qui travaillent aujourd'hui à perfectionner leurs moyens de défense passive ?

Il faut supprimer les guerres par le désarmement — répondent les pacifistes. Le désarmement universel c'est un idéal auquel nous tendons tous. Mais la voie vers cet idéal passe par la révolution, et au cours de la lutte révolutionnaire les ouvriers français se trouveront probablement aux prises avec les avions fascistes, avec les bombes des Franco français et de leurs complices.

Faut-il envisager cette hypothèse ? Oui, car ce ne sont pas les vœux pieux sur le désarmement qui feront disparaître les guerres.

Mais la protection des masques à gaz et des abris n'assure qu'une illusoire sécurité. Si elle est illusoire, combattons la au nom d'une sécurité moins illusoire. Si les caves sommairement aménagées ne sont que des pièges (Poudoux), luttons pour les caves bien aménagées. Car autrement, il faut renoncer à la lutte contre le fascisme, il faut se résigner et se soumettre à l'ennemi fasciste disposant des armements perfectionnés.

Le fait que les révolutionnaires espagnols luttent depuis plus de trois mois contre les fascistes possédant, depuis août, des avions ultra-modernes, ne prouve-t-il pas que la défense contre la guerre aérienne, si elle est très difficile, n'en est pas moins possible ? Les ouvriers doivent apprendre, pour la lutte contre la bourgeoisie, le maniement de toutes les armes offensives et défensives, y compris les masques à gaz — même s'ils ne sont pas parfaits — et la technique des abris.

Mais alors vous approuvez la position du P. S., du P. C. et de la C. G. T. collaborant avec les autorités lors des exercices ? Non, nous sommes contre cette politique, mais pour d'autres raisons que les pacifistes. Nous sommes contre ces exercices, car nous sommes adversaires du militarisme bourgeois, car ces exercices ont surtout pour but de dresser la population dans l'esprit de l'obéissance passive. Nous n'avons aucune confiance dans la bourgeoisie française et son gouvernement, ses généraux pour procurer une défense même minime aux travailleurs. Nous sommes contre la collaboration des classes et contre l'union sacrée même sous le prétexte de la défense passive.

Les ouvriers doivent opposer à la défense passive illusoire, organisée par le gouvernement, l'action de classe pour mettre à la disposition des travailleurs, aux frais de l'Etat, les moyens perfectionnés de défense ; les masques à gaz, les abris étanches construits dans toutes maisons ouvrières avec l'argent des riches, sous le contrôle des travailleurs, etc. Ainsi les ouvriers pourront se préparer à utiliser ces armes pour leur lutte, pour leur guerre de libération.

Les conditions dans lesquelles se sont déroulés les exercices de défense passive le 16 octobre montrent une négligence vraiment criminelle envers la défense effective (dans la mesure où c'est possible) des pauvres, pendant que les riches eux ont tous les moyens de défense : abris perfectionnés, possibilité de fuir, etc. Vouloir ignorer ce problème, se résigner à la servitude devant les possesseurs des armes modernes, c'est une politique absurde et incompatible avec les exigences élémentaires de la révolution prolétarienne.

P. L.

L'OPPOSITION dans le PARTI COMMUNISTE TCHÈQUE

Nous venons de recevoir la brochure du camarade Tresnak, ancien militant responsable du Parti communiste tchèque, membre du Parti depuis 1922, exclu le 31 août 1936. Dans une courte préface les camarades Gutmann et Zalandra, anciens dirigeants du P. C. tchèque, présentent le camarade Tresnak dont les idées correspondent à celles du noyau de militants courageux qui combattent depuis 1933 la politique fautive du Parti.

Le camarade Tresnak a été exclu du Parti, car il a refusé de condamner l'attitude du camarade Zalandra qui a combattu publiquement la politique fautive du Parti communiste espagnol. Dans ses discours devant la commission des cadres et devant le comité de sa cellule, discours reproduits dans sa brochure, le camarade Tresnak soumet à une critique approfondie la politique du P. C. tchèque, en particulier son attitude réformiste envers l'Etat et envers la guerre. Il montre les causes de la crise du Parti qui a perdu deux cinquièmes de ses effectifs entre décembre 1935 et juillet 1936.

Le camarade Tresnak appelle les communistes de la Tchécoslovaquie à la lutte pour une politique léniniste et pour une Internationale léniniste. Il fait l'esquisse d'un « programme d'action révolutionnaire » qui constitue une contribution précieuse, à l'élaboration d'un programme marxiste.

Malgré quelques réserves que nous devons formuler sur les conceptions du camarade Tresnak et de ses amis quant à la nouvelle Internationale, nous croyons que notre collaboration fraternelle nous aidera mutuellement dans notre lutte pour le triomphe du marxisme dans le mouvement ouvrier international.

M. R.

NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE

OCTOBRE 1936

Cercle n° 1, 75 fr. ; Cercle n° 2, 105 fr. ; Cercle n° 3, 220 fr. ; Henri, 100 fr. ; Eilsner, 75 fr. ; J. Roche, 30 fr. ; P. B., 30 fr. ; un Ami anglais, 100 fr. —
Total : 735 fr.

Total à partir du 1^{er} Janvier : 7.766 francs.

POUR NOTRE HEBDOMADAIRE

Notre appel pour le lancement d'un journal hebdomadaire et la transformation de la revue (voir n° 21 de *Que Faire ?*) nous a déjà valu un abondant courrier et de nombreuses suggestions. Des camarades se sont engagés déjà à prendre ferme une quantité déterminée d'exemplaires. Jusqu'à présent nous avons déjà assuré la vente de 1.235 exemplaires par semaine, et la majorité des groupes n'a pas encore répondu! Nous rappelons que nous céderons l'hebdo à 0 fr. 40 l'exemplaire, c'est-à-dire avec une ristourne de 0 fr. 10.

Pour que notre hebdomadaire paraisse, il nous faut au minimum 3.000 exemplaires vendus par semaine. Nous sommes certains de recevoir les commandes qui nous manquent encore dans les jours qui viennent.

Au début du mois de novembre des listes de souscriptions pour le lancement du journal seront mises en circulation.

Chaque camarade se doit de nous en faire la demande et de commencer immédiatement à collecter des fonds.

Nous publions ci-dessous les extraits des premières lettres reçues.

N. D. L. R.

J'ai lu attentivement l'article consacré à nos projets où vous exposez la nécessité de créer rapidement un hebdomadaire ouvrier. Il nous en faut un et le plus tôt possible pour répondre sur-le-champ aux « arguments » de *l'Humanité* et du *Populaire*. Je crois même que la date limite doit être celle du 1^{er} janvier 1937. On ne peut plus attendre!

Je crois, par contre, hasardeux, de continuer en même temps la revue théorique et même de passer à 48 pages. Je sais que *Que Faire ?* a réalisé des progrès appréciables mais, malgré tout, elle ne rayonne que sur un détachement d'avant-garde du prolétariat. Notre tâche la plus urgente est d'étendre notre influence sur les ouvriers mécontents de plus en plus nombreux qui suivent encore le P. C., le P. S., et la C. G. T.

Certes, le travail théorique de la revue doit continuer. Mais pourquoi ne pas concilier avec l'action et la propagande quotidiennes en faveur de l'unité révolutionnaire du prolétariat? Pourquoi, en un mot, ne pas concentrer les efforts en transformant la revue mensuelle *Que Faire ?* en organe hebdomadaire avec un supplément théorique mensuel sous forme d'une page encartée dans le journal?

Je m'engage, dès maintenant, à prendre à vente ferme 50 exemplaires du journal pour la diffusion dans notre commune.

C. R. (Région parisienne.)

Je suggérerai comme titre de l'hebdo : « Le Marteau et la Faucille », titre que je trouve un peu long, mais qui serait suggestif, surtout si vous aviez les moyens d'y mettre en manchette, les emblèmes en rouge, genre « La Flèche ». Un de mes amis m'a suggéré « Octobre », le sous-titre « Organe de l'unité révolutionnaire du prolétariat » me plaît et dit bien notre but.

1° D'accord pour *Que Faire ?* à 2 francs et à 48 pages. Il serait essentiel de maintenir dans chaque numéro : a) la déclaration du groupe; b) l'éditorial (en le réduisant à 2 pages); c) un article théorique; d) la chronique critique des faits : économiques, politiques et parlementaires ainsi que de l'action syndicale; e) une chronique du mouvement communiste international; f) la revue des livres et périodiques; g) la vie du P. C. et celle de *Que Faire ?*

En employant des typographies appropriées, il doit y avoir moyen d'arriver à ce but.

2° D'accord pour l'hebdomadaire mais en étant aussi d'avis de n'en commencer la publication que dans des conditions certaines de parution régulière. Je ne puis pour ma part vous garantir l'achat que d'un seul exemplaire par semaine. Par contre, je ferai mon possible pour vous aider pécuniairement d'une façon permanente, en essayant un versement mensuel de 5 francs. (Un premier versement à votre compte postal suit.)

3° A propos de cet hebdo, quelques suggestions de détail. Le titre d'abord. A mon avis celui-ci doit avoir un sens assez général. Ne pas tomber dans le révolutionnarisme trotskiste. Je propose donc pour titre : « Le Travail » avec un sous-titre approprié.

Il conviendrait aussi que la typographie de ce titre soit « grasse » et assez grande, dans le genre de « La Flèche » par exemple. Ceci a sa petite importance.

Un écueil à éviter dans un hebdomadaire d'agitation et de propagande, c'est la polémique non basée sur les idées et les faits. Ne pas se laisser entraîner à des critiques personnelles, mais analyser froidement à l'aide de la critique marxiste la politique des dirigeants des partis prolétariens. De plus, et ceci convaincra les ouvriers que le groupe *Que Faire ?* est sérieux, savoir reconnaître avec impartialité les traits pouvant être justes de ces dirigeants.

A mon avis, beaucoup de travailleurs socialistes et communistes sont déçus par la politique actuelle, mais croient dur comme fer à une tactique momentanée et non à une dégénérescence de leurs partis.

Dans le P. C. surtout, il y a un grand travail de clarification à accomplir.

HEN (Paris).

Dans notre premier numéro de lancement il est à mon avis indispensable de prévenir vos lecteurs que votre but n'est pas la création d'un nouveau parti, chose très mal vue de la plupart des militants du P. C. et du P. S. qui, tout en voyant les erreurs de leurs chefs, jugent d'un très mauvais œil la création d'une nouvelle chapelle et réellement il y en a déjà trop. Il faut, je crois, leur présenter votre organe comme un journal de redressement idéologique des masses marxistes au sein des partis existants et non de susciter une division nouvelle du prolétariat. Gardez-vous aussi du dénigrement mesquin systématique des chefs du P. C. et du P. S., pour beaucoup ils sont tabous et taper sur Blum ou Cachin devient un crime de lèse-prolétariat. Une juste critique des faits et résultats de l'action des partis et de leurs chefs, mais sans exagération, ni parti-pris et surtout de la logique et de la bonne foi. Bien que plusieurs d'entre vous soient des exclus du P. C., ne tombez pas dans l'erreur de vouloir bouffer du communiste officiel constamment.

Pour en revenir au journal si vous le présentez comme je vous le demande, en organe d'auto-critique et de redressement révolutionnaire du mouvement marxiste, je puis vous assurer dans mon petit trou 10 ou peut-être 15 lecteurs, socialistes et communistes, tandis que si vous lancez un parti je n'aurais que 3 ou 4 lecteurs assurés.

J. M. (Basses-Alpes).

Le titre est-il fixé? Si non, je propose « Le Drapeau rouge » que la Gauche Révolutionnaire n'a su faire vivre. D'accord pour commencer le plus vite possible, dès que le chiffre minimum sera atteint.

L. (Yonne).

Avant d'être hebdomadaire, ne pensez-vous pas que le journal aurait pu paraître seulement deux fois par mois, à titre de premier départ?

X. R. D. (Le Mans).

La difficulté pour notre hebdomadaire ne sera pas de mettre des exemplaires en montre, mais bien de les vendre. Nous n'y arriverons que si votre hebdomadaire est connu d'avance. De toute façon, l'hebdo que nous projetons doit, tout en conservant l'esprit de *Que Faire ?* en être complètement différent au point de vue rédaction et présentation, c'est la condition du succès... Il est bien entendu, pour le cas où vous ne retiendriez aucune de mes suggestions, que je m'engage à une vente ferme de 10 numéros par semaine.

P. H. (Oise).

LA 7^E CONFÉRENCE
DE LA REVUE
QUE FAIRE ?

AURA LIEU

Le Samedi 14 Novembre, à 20 h. 30, Grande Salle du Café du Tambour
PLACE DE LA BASTILLE

LE COMPTE RENDU DU CONGRÈS DE BRUXELLES
CONTRE LA GUERRE, LE FASCISME ET L'IMPÉRIALISME

(31 Octobre — 2 Novembre)

par **André FERRAT**
Délégué de *Que faire ?* au Congrès.

NOUVELLES D'URSS

BULLETIN D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

Paraissant tous les deux mois

Sur la base des données de la presse soviétique

Édité par la Revue « **QUE FAIRE ?** »

PRIX : | FRANCO

LE NUMÉRO 9 - NOVEMBRE 1936 - VIENT DE PARAÎTRE

SOMMAIRE :

VERS UN NOUVEAU PROCÈS ZINOVIEV ?

STALINE — LE SOLEIL — ET AUTRES

Abonnement avec la *Revue* : un an... 15 fr.
— — : six mois.. 8 fr.
Abonnement *Bulletin* seul : un an... 6 fr.
— — : six mois.. 3 fr.



Gérant : LUCOT.

Imprimerie Nouvelle (ass. ouvr.), 53, quai de la Seine, Paris, G. Papion, dir. — 1566-36.